JOURNAL OFFICIEL

DE LA

REPUBLIQUE DU MALI

TARIFS DES ABONNEMENTS		TARIFS DES INSERTIONS		OBSERVATIONS
	Un an	6 mois	La ligne.....	Prix au numéro de l'année courante.....500F
				Prix au numéro des années précédentes.....600F
Mali	20.000 F	10.000 F	Chaque annonce répétée.....	moitié prix
Afrique.....	35.000 F	17.500 F	Il n'est jamais compté moins de 2.000 F pour les annonces.	
Europe.....	38.000 F	19.000 F	Les demandes d'abonnement et les annonces doivent être adressées au Secrétariat Général du Gouvernement-D.J.O.D.	
Frais d'expédition.....	13.000 F		Les abonnements prendront effet à compter de la date de paiement de leur montant. Les abonnements sont payables d'avance.	

SOMMAIRE

ACTES DE LA REPUBLIQUE DU MALI

DECRETS

11 octobre 2023 Décret n°2023-0597/PT-RM portant nomination du Directeur général de l'Agence de l'Environnement et du Développement durable.....**p.1279**

Décret n°2023-0598/PT-RM fixant la liste nominative des membres du Conseil de l'Université des Sciences, des Techniques et des Technologies de Bamako....**p.1280**

Décret n°2023-0599/PT-RM portant abrogation partielle du Décret n°2021-0824/PT-RM du 22 novembre 2021 portant nomination de Contrôleur des Services publics.....**p.1281**

13 octobre 2023 Décret n°2023-0600/PT-RM portant nomination de l'Ambassadeur du Mali à Addis Abeba (Ethiopie).....**p.1281**

13 octobre 2023 Décret n°2023-0601/PT-RM portant nomination au Ministère de la Santé et du Développement social.....**p.1282**

Décret n°2023-0602/PT-RM portant attribution de distinction honorifique, à titre exceptionnel.....**p.1283**

Décret n°2023-0603/PT-RM portant attribution de distinction honorifique, à titre exceptionnel.....**p.1284**

Décret n°2023-0604/PT-RM portant attribution de distinction honorifique, à titre exceptionnel.....**p.1287**

Décret n°2023-0605/PT-RM portant rectificatif au Décret n°2023-0421/PT-RM du 11 août 2023 portant désignation des membres au Conseil national de Transition.....**p.1287**

SECRETARIAT GENERAL DU GOUVERNEMENT

- 13 octobre 2023 Décret n°2023-0606/PT-RM** fixant l'organisation et les attributions des services propres des Circonscriptions administratives du District de Bamako.....**p.1288**
- Décret n°2023-0607/PT-RM** portant attribution de distinction honorifique, à titre posthume.....**p.1293**
- Décret n°2023-0608/PT-RM** portant attribution de distinction honorifique, à titre posthume.....**p.1294**
- 16 octobre 2023 Décret n°2023-0609/PM-RM** portant nomination du Chef de Cabinet du Premier ministre.....**p.1294**
- Décret n°2023-0610/PM-RM** portant nomination du Chef de Cabinet adjoint du Premier ministre.....**p.1295**
- Décret n°2023-0611/PT-RM** portant nomination du Commandant de l'Ecole militaire interarmes de Koulikoro....**p.1295**
- Décret n°2023-0612/PT-RM** portant attribution de distinction honorifique, à titre exceptionnel.....**p.1295**
- Décret n°2023-0613/PT-RM** autorisant et déclarant d'utilité publique les travaux de construction de la route transsaharienne (RTS-Phase 2- Section Bourem-Kidal).....**p.1293**
- Décret n°2023-0614/PT-RM** portant nomination d'Inspecteurs à l'Inspection de l'Intérieur.....**p.1297**
- Décret n°2023-0615/PT-RM** portant nomination de l'Inspecteur en Chef adjoint des Services diplomatiques et consulaires.....**p.1298**
- Décret n°2023-0616/PT-RM** portant nomination du Directeur général de l'Office Riz Mopti.....**p.1299**
- Décret n°2023-0617/PT-RM** portant nomination du Directeur général de l'Office du périmètre irrigué de Baguinéda...**p.1299**
- Décret n°2023-0618/PT-RM** portant nomination du Directeur général de l'Office de Protection des Végétaux.....**p.1300**
- Décret n°2023-0619/PT-RM** portant nomination du Directeur général de l'Office Riz Ségou.....**p.1301**
- 16 octobre 2023 Décret n°2023-0620/PT-RM** portant nomination du Directeur général de l'Office de la Haute Vallée du Niger.....**p.1302**
- Décret n°2023-0621/PT-RM** portant nomination du Directeur général de l'Office de Développement rural de Sélingué.....**p.1302**
- Décret n°2023-0622/PT-RM** portant nomination à l'Inspection de l'Agriculture.....**p.1303**
- Décret n°2023-0623/PT-RM** portant révocation d'un Magistrat.....**p.1304**
- Décret n°2023-0624/PT-RM** portant attribution de distinction honorifique, à titre étranger.....**p.1304**
- Décret n°2023-0625/PT-RM** portant attribution de distinction honorifique, à titre étranger.....**p.1305**
- Décret n°2023-0626/PT-RM** portant attribution de distinction honorifique, à titre étranger.....**p.1305**
- 17 octobre 2023 Décret n°2023-0627/PT-RM** portant abrogation du Décret n°2021-0978/PT-RM du 31 décembre 2021 portant nomination du Directeur général de l'Agence nationale de l'Aviation civile.....**p.1305**
- Décret n°2023-0628/PT-RM** fixant le cadre organique des services propres de la circonscription administrative District de Bamako.....**p.1306**
- Décret n°2023-0629/PT-RM** fixant le cadre organique des services propres des Arrondissements du District.....**p.1313**
- Décret n°2023-0630/PT-RM** portant régularisation de la situation administrative d'un fonctionnaire de Police du corps des Commissaires.....**p.1316**
- 25 octobre 2023 Décret n°2023-0631/PM-RM** portant abrogation partielle du Décret n°2021-0311/PM-RM du 28 avril 2021 portant nomination au Cabinet du Premier ministre.....**p.1317**
- Décret n°2023-0632/PM-RM** portant abrogation partielle du Décret n°2021-0092/PM-RM du 12 février 2021 portant nomination au Cabinet du Premier ministre.....**p.1317**

25 octobre 2023 Décret n°2023-0633/PM-RM portant abrogation du Décret n°2021-0391/PM-RM du 17 juin 2021 portant nomination d'un Attaché de Cabinet du Premier ministre.....**p.1317**

26 octobre 2023 Décret n°2023-0634/PT-RM portant ratification de l'Accord de financement, signé à Rome (Italie), le 16 février 2023, entre le Gouvernement de la République du Mali et le Fonds international de Développement agricole (FIDA), relatif au deuxième Projet de Formation professionnelle, Insertion et Appui à l'Entrepreneuriat des Jeunes ruraux-FIER II.....**p.1318**

Annonces et communications.....p.1319

ACTES DE LA REPUBLIQUE DU MALI

PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE

DECRETS

DECRET N°2023-0597/PT-RM DU 11 OCTOBRE 2023 PORTANT NOMINATION DU DIRECTEUR GENERAL DE L'AGENCE DE L'ENVIRONNEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE

LE PRESIDENT DE LA TRANSITION, CHEF DE L'ETAT,

Vu la Constitution ;

Vu la Charte de la Transition ;

Vu la Loi n°2022-001 du 25 février 2022 portant révision de la Charte de la Transition ;

Vu la Loi n°90-110/AN-RM du 18 octobre 1990 portant principes fondamentaux de la création, de l'organisation et du fonctionnement des Etablissements publics à caractère administratif ;

Vu la Loi n°10-027 du 12 juillet 2010 portant création de l'Agence de l'Environnement et du Développement durable;

Vu la Loi n°2014-049 du 19 septembre 2014 portant principes fondamentaux de la création, de l'organisation et du contrôle des services publics ;

Vu le Décret n°10-390/P-RM du 26 juillet 2010 portant création et modalités de fonctionnement du Conseil national de l'Environnement ;

Vu le Décret n°2014-0837/P-RM du 10 novembre 2014, modifié, fixant les taux mensuels de certaines primes et indemnités allouées aux fonctionnaires et agents de l'Etat ;

Vu le Décret n°2019-0353/P-RM du 29 mai 2019 fixant l'organisation et les modalités de fonctionnement de l'Agence de l'Environnement et du Développement durable;

Vu le Décret n°2021-0361/PT-RM du 07 juin 2021 portant nomination du Premier ministre ;

Vu le Décret n°2022-0752/PT-RM du 04 décembre 2022 portant nomination d'un ministre d'Etat ;

Vu le Décret n°2021-0385/PT-RM du 11 juin 2021, modifié, portant nomination des membres du Gouvernement,

STATUANT EN CONSEIL DES MINISTRES,

DECRETE :

Article 1er : Monsieur **Zantigui Boua KONE**, N°Mle 0137-876.C, Ingénieur de la Statistique, est nommé **Directeur général** de l'Agence de l'Environnement et du Développement durable.

Article 2 : Le présent décret, qui abroge le Décret n°2022-0157/PT-RM du 17 mars 2022 portant nomination de Monsieur **Allassane BA**, N°Mle 0100-629.B, Administrateur civil, en qualité de **Directeur général** de l'Agence de l'Environnement et du Développement durable, sera enregistré et publié au Journal officiel.

Bamako, le 11 octobre 2023

**Le Président de la Transition,
Chef de l'Etat,
Colonel Assimi GOITA**

**Le Premier ministre,
Choguel Kokalla MAIGA**

**Le ministre de l'Environnement, de
l'Assainissement et du Développement
durable,
Mamadou SAMAKE**

**Le ministre de l'Economie
et des Finances,
Alousséni SANOU**

**DECRET N°2023-0598/PT-RM DU 11 OCTOBRE 2023
FIXANT LA LISTE NOMINATIVE DES MEMBRES
DU CONSEIL DE L'UNIVERSITE DES SCIENCES,
DES TECHNIQUES ET DES TECHNOLOGIES DE
BAMAKO**

**LE PRESIDENT DE LA TRANSITION, CHEF DE
L'ETAT,**

Vu la Constitution ;

Vu la Charte de la Transition ;

Vu la Loi n°2022-001 du 25 février 2022 portant révision
de la Charte de la Transition ;

Vu l'Ordonnance n°2011-020/P-RM du 28 septembre 2011
portant création de l'Université des Sciences, des
Techniques et des Technologies de Bamako ;

Vu le Décret n°2011-740/P-RM du 03 novembre 2011
fixant l'organisation et les modalités de fonctionnement
de l'Université des Sciences, des Techniques et des
Technologies de Bamako ;

Vu le Décret n°2021-0361/PT-RM du 07 juin 2021 portant
nomination du Premier ministre ;

Vu le Décret n°2022-0752/PT-RM du 04 décembre 2022
portant nomination d'un ministre d'Etat ;

Vu le Décret n°2021-0385/PT-RM du 11 juin 2021,
modifié, portant nomination des membres du
Gouvernement,

STATUANT EN CONSEIL DES MINISTRES,

DECRETE :

Article 1er : La liste nominative des **membres** du Conseil
de l'Université des Sciences, des Techniques et des
Technologies de Bamako (USTTB) est fixée ainsi qu'il
suit :

- Madame **Aoua Saran DEMBELE**, représentante du
ministre chargé de la Formation professionnelle ;
- Madame **Fatoumata Siragata TRAORE**, représentante
du ministre chargé de l'Industrie ;
- Monsieur **Kalifa TRAORE**, représentant du ministre
chargé de l'Agriculture ;
- Monsieur **Amadou Tiéman SANGARE**, représentant du
ministre chargé de l'Environnement de l'Assainissement
et du Développement durable;
- Madame **Fatoumata dite Fatim DIAKITE**,
représentante du ministre chargé des Maliens de l'Extérieur
et de l'Intégration africaine ;
- Monsieur **Ogobassa SAYE**, représentant du ministre
chargé de l'Education nationale ;
- Madame **Aïssata Hamata dite Lady TOURE**,
représentante du ministre chargé de l'Elevage ;

- Monsieur **Madany BAH**, représentant du ministre chargé
des Finances ;

- Monsieur **Mangoro KONATE**, représentant du
Gouverneur du District de Bamako ;

- Monsieur **Modibo SYLLA**, représentant du personnel
administratif et technique de l'USTTB ;

- Messieurs **Oumar SOW et Hamma Boubacar MAIGA**,
représentants des organisations syndicales des personnels
enseignants de l'Enseignement supérieur ;

- Monsieur **Amadou MAHAMANE**, représentant du
Centre national des Œuvres universitaires ;

- Monsieur **Aliou Badara WADE**, représentant de l'Ordre
des Pharmaciens du Mali ;

- Monsieur **Alkadri DIARRA**, représentant de l'Ordre
des Médecins du Mali ;

- Monsieur **Samba MAREGA**, représentant de l'Ordre
des Ingénieurs-conseils du Mali ;

- Messieurs **Yacouba DEMBELE et Diouka Mady
SISSOKO**, représentants de la Fédération nationale des
Associations des Parents d'Elèves et d'Etudiants ;

- Monsieur **Idrissa Kassim DOUMBIA**, représentant du
Conseil national du Patronat du Mali ;

- Monsieur **Mahamadou SANOGO**, représentant de la
Chambre de Commerce et d'Industrie du Mali ;

- Madame **Goundo KAMISSOKO**, représentante de
l'Assemblée permanente des Chambres d'Agriculture du
Mali ;

- Madame **Adam Gouro SIDIBE**, représentante de
l'Assemblée permanente des Chambres de Métiers du Mali.

Article 2 : Le présent décret, qui abroge toutes dispositions
antérieures contraires, sera enregistré et publié au Journal
officiel.

Bamako, le 11 octobre 2023

**Le Président de la Transition,
Chef de l'Etat,
Colonel Assimi GOITA**

**Le Premier ministre,
Choguel Kokalla MAIGA**

**Le ministre de l'Enseignement supérieur
et de la Recherche scientifique,
Bouréma KANSAYE**

**Le ministre de l'Economie
et des Finances,
Alousséni SANOU**

**DECRET N°2023-0599/PT-RM DU 11 OCTOBRE 2023
PORTANT ABROGATION PARTIELLE DU
DECRET N°2021-0824/PT-RM DU 22 NOVEMBRE
2021 PORTANT NOMINATION DE CONTROLEUR
DES SERVICES PUBLICS**

**LE PRESIDENT DE LA TRANSITION, CHEF DE
L'ETAT,**

Vu la Constitution ;

Vu la Charte de la Charte de la Transition ;

Vu la Loi n° 2022-001 du 25 février 2022 portant révision
de la Charte de la Transition ;

Vu le Décret n°2021-0824/PT-RM du 22 novembre 2021
portant nomination de Contrôleurs des Services publics ;

Vu le Décret n°2021-0361/PT-RM du 07 juin 2021 portant
nomination du Premier ministre ;

Vu le Décret n°2022-0752/PT-RM du 04 décembre 2022
portant nomination d'un ministre d'Etat ;

Vu le Décret n°2021-0385/PT-RM du 11 juin 2021,
modifié, portant nomination des membres du
Gouvernement,

STATUANT EN CONSEIL DES MINISTRES,

DECRETE :

Article 1er : Les dispositions du Décret n°2021-0824/PT-
RM du 22 novembre 2021 portant nomination de
Contrôleurs des Services publics sont abrogées, en ce qui
concerne Monsieur **Boubacar KAMISSOKO**, N°Mle
0135.607-Z, Inspecteur des Finances, en qualité de
Contrôleur des Services publics.

Article 2 : Le présent décret sera enregistré et publié au
Journal officiel.

Bamako, le 11 octobre 2023

**Le Président de la Transition,
Chef de l'Etat,
Colonel Assimi GOITA**

**Le Premier ministre,
Choguel Kokalla MAIGA**

**Le ministre de l'Economie
et des Finances,
Alousséni SANOU**

**DECRET N°2023-0600/PT-RM DU 13 OCTOBRE
2023 PORTANT NOMINATION DE
L'AMBASSADEUR DU MALI A ADDIS ABEBA
(ETHIOPIE)**

**LE PRESIDENT DE LA TRANSITION, CHEF DE
L'ETAT,**

Vu la Constitution ;

Vu la Charte de la Transition ;

Vu la Loi n°2022-001 du 25 février 2022 portant révision
de la Charte de la Transition ;

Vu la Loi n°05-039 du 22 juillet 2005 fixant des indices de
traitement des personnels occupant certains emplois dans
les Missions diplomatiques et consulaires ;

Vu la Loi n°2014-049 du 19 septembre 2014 portant
principes fondamentaux de la création, de l'organisation
et du contrôle des services publics ;

Vu le Décret n°96-044/P-RM du 08 février 1996, modifié,
fixant les avantages accordés au personnel diplomatique,
administratif et technique dans les Missions diplomatiques
et consulaires de la République du Mali ;

Vu le Décret n°04-097/P-RM du 31 mars 2004 fixant les
attributions des membres du personnel diplomatique et
consulaire ;

Vu le Décret n°05-464/P-RM du 17 octobre 2005, modifié,
fixant la valeur du point d'indice de traitement des
personnels occupant certains emplois dans les Missions
diplomatiques et consulaires ainsi que leurs primes et
indemnités ;

Vu le Décret n°2012-070/P-RM du 2 février 2012, modifié,
abrogeant et remplaçant le Décret n°09-445/P-RM du 10
septembre 2009 portant répartition des Postes
diplomatiques et consulaires de la République du Mali ;

Vu le Décret n°2018-0517/P-RM du 20 juin 2018, modifié,
fixant l'organisation et les modalités de fonctionnement
des Missions diplomatiques et des Postes consulaires du
Mali ;

Vu le Décret n°2018-0518/P-RM du 20 juin 2018 fixant
les cadres organiques des Missions diplomatiques du Mali
(Zone Afrique) ;

Vu le Décret n°2021-0361/PT-RM du 07 juin 2021 portant
nomination du Premier ministre ;

Vu le Décret n°2022-0752/PT-RM du 04 décembre 2022
portant nomination d'un ministre d'Etat ;

Vu le Décret n°2021-0385/PT-RM du 11 juin 2021, modifié, portant nomination des membres du Gouvernement,

STATUANT EN CONSEIL DES MINISTRES,

DECRETE :

Article 1er : Monsieur **Madou DIALLO**, N°Mle 0116-054.E, Conseiller des Affaires étrangères, est nommé **Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire** du Mali auprès de la République fédérale démocratique d’Ethiopie, de la République démocratique de Somalie, de la République de Djibouti, de la République du Kenya, de la République d’Ouganda, de la République Unie de Tanzanie et Représentant permanent du Mali auprès de l’Union africaine (U.A), de la Commission économique pour l’Afrique (CEA), du Programme des Nations Unies pour l’Environnement (PNUE), du Centre des Nations Unies pour les Etablissements humains (UN-HABITAT) avec résidence à **Addis Abeba**.

Article 2 : Le présent décret sera enregistré et publié au Journal officiel.

Bamako, le 13 octobre 2023

**Le Président de la Transition,
Chef de l’Etat,
Colonel Assimi GOITA**

**Le Premier ministre,
Choguel Kokalla MAIGA**

**Le ministre des Affaires étrangères
et de la Coopération internationale,
Abdoulaye DIOP**

**Le ministre de l’Economie
et des Finances,
Alousséni SANOU**

**DECRET N°2023-0601/PT-RM DU 13 OCTOBRE
2023 PORTANT NOMINATION AU MINISTERE DE
LA SANTE ET DU DEVELOPPEMENT SOCIAL**

**LE PRESIDENT DE LA TRANSITION, CHEF DE
L’ETAT,**

Vu la Constitution ;

Vu la Charte de la Transition ;

Vu la Loi 2022-001 du 25 février 2022 portant révision de la Charte de la Transition ;

Vu la Loi n°2014-049 du 19 septembre 2014 portant principes fondamentaux de la création, de l’organisation et du contrôle des services publics ;

Vu le Décret n°142/PG-RM du 14 août 1975, modifié, fixant les conditions et modalités d’octroi des indemnités allouées aux fonctionnaires et agents de l’Etat ;

Vu le Décret n°94-201/P-RM du 03 juin 1994, modifié, fixant les règles générales d’organisation et de fonctionnement des Cabinets ministériels ;

Vu le Décret n°94-202/P-RM du 03 juin 1994 fixant les règles générales d’organisation et de fonctionnement des Secrétariats généraux des Départements ministériels ;

Vu le Décret n°2014-0837/P-RM du 10 novembre 2014, modifié, fixant les taux mensuels de certaines primes et indemnités allouées aux fonctionnaires et agents de l’Etat ;

Vu le Décret n°2021-0361/PT-RM du 07 juin 2021 portant nomination du Premier ministre ;

Vu le Décret n°2022-0752/PT-RM du 04 décembre 2022 portant nomination d’un ministre d’Etat ;

Vu le Décret n°2021-0385/PT-RM du 11 juin 2021, modifié, portant nomination des membres du Gouvernement,

STATUANT EN CONSEIL DES MINISTRES,

DECRETE :

Article 1er : Sont nommés au Ministère de la Santé et du Développement social, en qualité de :

Conseiller technique :

- Monsieur **Bakary DEMBELE**, N°Mle 0154-720.T, Administrateur civil .

Chargé de mission :

- Monsieur **Modibo COULIBALY**, N°Mle 944-87.J, Administrateur de l’Action sociale.

Article 2 : Le présent décret sera enregistré et publié au Journal officiel.

Bamako, le 13 octobre 2023

**Le Président de la Transition,
Chef de l’Etat,
Colonel Assimi GOITA**

**Le Premier ministre,
Choguel Kokalla MAIGA**

**Le ministre de la Santé et du
Développement social,
Colonel Assa Badiallo TOURE**

**Le ministre de l'Economie
et des Finances,
Alousséni SANOU**

DECRET N°2023-0602/PT-RM DU 13 OCTOBRE 2023 PORTANT ATTRIBUTION DE DISTINCTION HONORIFIQUE, A TITRE EXCEPTIONNEL

LE PRESIDENT DE LA TRANSITION, CHEF DE L'ETAT,

Vu la Constitution ;

Vu la Charte de la Transition ;

Vu la Loi n°2022-001 du 25 février 2022 portant révision de la Charte de la Transition ;

Vu la Loi n°63-31/AN-RM du 31 mai 1963 portant création d'Ordres nationaux ;

Vu l'Ordonnance n°40/CMLN du 25 septembre 1974 portant création des distinctions militaires ;

Vu l'Ordonnance n°2023-015/PT-RM du 21 mars 2023, modifiée, portant statut général des Militaires ;

Vu le Décret n°2019-1008/P-RM du 24 décembre 2019 portant création, organisation et fonctionnement de la Grande Chancellerie des Ordres nationaux du Mali,

DECRETE :

Article 1er : La Médaille de la Croix de la Valeur militaire est décernée, à titre exceptionnel, aux Militaires des Forces Armées et de Sécurité, déployés dans le cadre de l'Opération « MALIKO » dont les noms suivent :

POSTE DE SECURITE DE NIONO

N°	N°MLE	PRENOMS	NOMS	GRADES	CORPS
1	M.	Romain	TOGOLA	CNE	DGM
2	M.	Nianakoro	SAMAKE	SLT	DGM
3	37959	Cheickna	COULIBALY	SGT	DGM
4	39590	Lassine	TRAORE	SGT	DGM
5	53358	Sagnon	TRAORE	CAL	DGM
6	53300	Alassane	TOGOLA	CAL	DGM
7	53264	Issiaka	SIDIBE	CAL	DGM
8	53281	Abacourou	SISSAO	CAL	DGM
9	52949	Famory	COULIBALY	CAL	DGM
10	53234	Djakaridia	SAMAKE	CAL	DGM
11	39681	Abdoulaye	TOURE	CAL	DGM
12	53326	Abdoulaye	TRAORE	CAL	DGM
13	53215	Bankouman	MOUNKORO	CAL	DGM
14	53481	Mohamed	ADAMA	CAL	DGM
15	53181	Massa	KONE	CAL	DGM
16	53434	Alassane	DEMBELE	CAL	DGM
17	53374	Binke Idrissa	COULIBALY	CAL	DGM

18	E/0348	Lahassana	DIAWARA	2 ^{ème} CL	DGM
19	E/0054	Issouf Issa	KONE	2 ^{ème} CL	DGM
20	E/0359	N ^o To Alou Badra	KEITA	2 ^{ème} CL	DGM
21	E/0045	Balla	DIARRA	2 ^{ème} CL	DGM

DETACHEMENT DE DIONDIORI

N ^o	N ^o MLE	PRENOMS	NOMS	GRADES	CORPS
1	M.	Hamadi	DIAKITE	CNE	AT
2	M.	Yaya	DAOU	SLT	GRM
3	33389	Salim	TRAORE	ADC	AT
4	44385	Sidiki	BOUARE	ADJ	AT
5	50273	Mahamadou	DIAKITE	CAL	AT
6	49257	Oumar	MALLE	CAL	AA
7	50239	Kary	DEMBELE	CAL	AT
8	48063	Moussa	KEITA	CAL	AT
9	41262	Ismaila	DITIE	CAL	AT
10	42701	Drissa	COULIBALY	CAL	AT
11	50020	Balla Moussa	TRAORE	1 ^{ère} CL	AT
12	57232	Pierre	THERA	2 ^{ème} CL	AT
13	57213	Amara	SISSOKO	2 ^{ème} CL	AT
14	57268	Moussa Zou	TRAORE	2 ^{ème} CL	AT
15	57225	Brehima	KONATE	2 ^{ème} CL	AT
16	57240	Moussa	TRAORE	2 ^{ème} CL	AT
17	57260	Djibril	COULIBALY	2 ^{ème} CL	AT
18	57229	Zoumana	KOUYATE	2 ^{ème} CL	AT

Article 2 : Le Grand Chancelier des Ordres nationaux du Mali est chargé de l'exécution du présent décret qui sera enregistré et publié au Journal officiel.

Bamako, le 13 octobre 2023

**Le Président de la Transition,
Chef de l'Etat,
Colonel Assimi GOITA**

**DECRET N°2023-0603/PT-RM DU 13 OCTOBRE
2023 PORTANT ATTRIBUTION DE DISTINCTION
HONORIFIQUE, A TITRE EXCEPTIONNEL**

**LE PRESIDENT DE LA TRANSITION, CHEF DE
L'ETAT,**

Vu la Constitution ;

Vu la Charte de la Transition ;

Vu la Loi n°2022-001 du 25 février 2022 portant révision
de la Charte de la Transition ;

Vu la Loi n°63-31/AN-RM du 31 mai 1963 portant création
d'Ordres nationaux ;

Vu l'Ordonnance n°40/CMLN du 25 septembre 1974
portant création des distinctions militaires ;

Vu l'Ordonnance n°2023-015/PT-RM du 21 mars 2023,
modifiée, portant statut général des Militaires ;

Vu le Décret n°2019-1008/P-RM du 24 décembre 2019
portant création, organisation et fonctionnement de la
Grande Chancellerie des Ordres nationaux du Mali,

DECRETE :

Article 1er : La Médaille de la Croix de la Valeur
militaire est décernée, à titre exceptionnel, aux Militaires
de la Force d'Intervention rapide dénommée (QRF) de
l'Etat-major général des Armées, déployés dans le cadre
de l'Opération « MALIKO » dont les noms suivent :

SECTEUR-4 MOPTI

N°	N°MLE	PRENOMS	NOMS	GRADES	OBSERVATIONS
1	M.	Lassine	SISSOKO	LTN	QRF-EMGA
2	47713	Abdoulaye	COULIBALY	ADJ	QRF-EMGA
3	20919	Pascal	GOITA	SGT	QRF-EMGA
4	39918	Mahamadou	NIAMBELE	SGT	QRF-EMGA
5	19256	Sékou	KAMISSOKO	SGT	QRF-EMGA
6	56625	Soro	KIENOU	SGT	QRF-EMGA
7	13303	Siaka	DIALLO	MDL	QRF-EMGA

SECTEUR-5 BOUKE-WERE

N°	N°MLE	PRENOMS	NOMS	GRADES	OBSERVATIONS
1	M.	Nafan	DEMBELE	SLT	QRF-EMGA
2	34421	Modibo	DIARRA	ADC	QRF-EMGA
3	37727	Abraham	POUDIOUGOU	ADJ	QRF-EMGA
4	47767	Cheinoune	SACKO	ADJ	QRF-EMGA
5	36526	Hani Hani Ag	MOSSA	SCH	QRF-EMGA
6	37997	Boubacar	SACKO	SGT	QRF-EMGA
7	56439	Harouna	DAOU	SGT	QRF-EMGA
8	11786	Issa	DAO	SGT	QRF-EMGA
9	11323	Oumar	GORO	SGT	QRF-EMGA
10	56525	Souleymane	THERA	SGT	QRF-EMGA
11	56531	Daoula	TRAORE	SGT	QRF-EMGA
12	12577	Diakaridia	DIARRA	CAL	QRF-EMGA
13	50369	Zoumana	DIARRA	CAL	QRF-EMGA
14	11856	Kalilou	DIARRA	CAL	QRF-EMGA
15	48989	Adama	COULIBALY	CAL	QRF-EMGA
16	45402	Modibo	DICKO	CAL	QRF-EMGA
17	45417	Sadiou	COULIBALY	CAL	QRF-EMGA
18	13265	Mary	SISSOKO	CAL	QRF-EMGA
19	45436	Ousmane	GASSAMA	CAL	QRF-EMGA
20	13744	Mahamadou	KONE	CAL	QRF-EMGA
21	12224	Demba	KEITA	CAL	QRF-EMGA
22	61037	Demba	GAKOU	2 ^{ème} CL	QRF-EMGA

SECTEUR-4 MONDORO

N°	N°MLE	PRENOMS	NOMS	GRADES	OBSERVATIONS
1	44413	Moussa	DJIMDE	ADC	QRF-EMGA
2	45776	Nawogo dit Vieux	COULIBALY	ADJ	QRF-EMGA
3	39624	Wena	BALLO	SCH	QRF-EMGA

SECTEUR-5 GOMA-COURA

N°	N°MLE	PRENOMS	NOMS	GRADES	OBSERVATIONS
1	M.	Moussa	TRAORE	LTN	QRF-EMGA
2	M.	Diby Syllas	DIALLO	LTN	QRF-EMGA
3	M.	Adama	DIALLO	LTN	QRF-EMGA
4	M.	Abdel Kader	KEITA	LTN	QRF-EMGA
5	M.	Oumar	MAIGA	LTN	QRF-EMGA
6	M.	Nouhoum	SINAYOKO	LTN	QRF-EMGA
7	M.	Issa Kedjougou	KONATE	LTN	QRF-EMGA
8	M.	Mahamadou	DIALLO	LTN	QRF-EMGA
9	M.	Abdoul Salam	SISSOKO	LTN	QRF-EMGA
10	M.	Modibo	KONE	LTN	QRF-EMGA
11	M.	Madani	DIALLO	LTN	QRF-EMGA
12	39814	Sékou	BALLO	SGT	QRF-EMGA
13	20530	Oumar	SOGOBA	SGT	QRF-EMGA
14	36720	Sékouba	DIALLO	SGT	QRF-EMGA
15	56436	Ousmane	DIARRA	SGT	QRF-EMGA
16	35488	Mohamed Ag	INSUBDAR	SGT	QRF-EMGA
17	56502	Yirigouna	NIANGALY	SGT	QRF-EMGA
18	39832	Moussa	SIDIBE	SGT	QRF-EMGA
19	12841	Diawoye	KEITA	CAL	QRF-EMGA
20	15405	Alfousseyni	CISSE	CAL	QRF-EMGA
21	12038	Oumar	BAH	CAL	QRF-EMGA
22	54629	Adama	DOUGNON	1 ^{ère} CL	QRF-EMGA
23	59473	Hamady	DIARRA	1 ^{ère} CL	QRF-EMGA
24	18728	Abdoulaye	KOUMARE	GARDE	QRF-EMGA
25	60702	Bréhima	SAMAKE	2 ^{ème} CL	QRF-EMGA

Article 2 : Le Grand Chancelier des Ordres nationaux du Mali est chargé de l'exécution du présent décret qui sera enregistré et publié au Journal officiel.

Bamako, le 13 octobre 2023

Le Président de la Transition,
 Chef de l'Etat,
Colonel Assimi GOITA

DECRET N°2023-0604/PT-RM DU 13 OCTOBRE 2023 PORTANT ATTRIBUTION DE DISTINCTION HONORIFIQUE, A TITRE EXCEPTIONNEL

LE PRESIDENT DE LA TRANSITION, CHEF DE L'ETAT,

Vu la Constitution ;

Vu la Charte de la Transition ;

Vu la Loi n°2022-001 du 25 février 2022 portant révision de la Charte de la Transition ;

Vu la Loi n°63-31/AN-RM du 31 mai 1963 portant création d'Ordres nationaux ;

Vu l'Ordonnance n°40/CMLN du 25 septembre 1974 portant création des distinctions militaires ;

Vu l'Ordonnance n°2023-015/PT-RM du 21 mars 2023, modifiée, portant statut général des Militaires ;

Vu le Décret n°162/PG-RM du 26 septembre 1974 portant réglementation de la Médaille du Mérite militaire ;

Vu le Décret n°2019-1008/P-RM du 24 décembre 2019 portant création, organisation et fonctionnement de la Grande Chancellerie des Ordres nationaux du Mali,

DECRETE :

Article 1er : La Médaille du Mérite militaire est décernée, à titre exceptionnel, aux Militaires de l'Armée de l'Air, déployés dans le cadre de l'Opération « MALIKO » dont les noms suivent :

N°	N°MLE	PRENOMS	NOMS	GRADES
1	M.	Cheick Hamala	MAGASSA	Sous-lieutenant
2	M.	Ibrahim	KEITA	Sous-lieutenant
3	11515	Amara	COULIBALY	Adjudant-chef major
4	11525	Siaka	COULIBALY	Adjudant-chef
5	11042	Mamoutou	TRAORE	Adjudant-chef
6	47275	Aboubacar	ONGOIBA	Adjudant-chef

Article 2 : Le Grand Chancelier des Ordres nationaux du Mali est chargé de l'exécution du présent décret qui sera enregistré et publié au Journal officiel.

Bamako, le 13 octobre 2023

**Le Président de la Transition,
Chef de l'Etat,
Colonel Assimi GOITA**

DECRET N°2023-0605/PT-RM DU 13 OCTOBRE 2023 PORTANT RECTIFICATIF AU DECRET N°2023-0421/PT-RM DU 11 AOUT 2023 PORTANT DESIGNATION DES MEMBRES AU CONSEIL NATIONAL DE TRANSITION

LE PRESIDENT DE LA TRANSITION, CHEF DE L'ETAT,

Vu la Constitution ;

Vu la Charte de la Transition ;

Vu la Loi n°2022-001 du 25 février 2022 portant révision de la Charte de la Transition ;

Vu le Décret n°2020-0142/PT-RM du 09 novembre 2020 fixant les modalités de désignation des membres du Conseil national de la Transition ;

Vu le Décret n°2020-0143/PT-RM du 09 novembre 2020 fixant la clé de répartition du Conseil national de Transition,

Vu le Décret n°2022-0427/PT-RM du 21 juillet 2022 fixant clé de répartition et de désignation des membres additifs du Conseil national de Transition ;

Vu le Décret n°2023-0421/PT-RM du 11 août 2023 portant désignation des membres au Conseil national de Transition,

DECRETE :

Article 1er : Les dispositions du Décret n°2023-0421/PT-RM du 11 août 2023, susvisé, sont rectifiées ainsi qu'il suit, en ce qui concerne Monsieur **Mahamadou COULIBALY**, Consultant en Pharmacie, en remplacement de Monsieur **Sory Ibrahima Kaba DIAKITE :**

LIRE :

« Monsieur **Mamadou COULIBALY**, Consultant en Pharmacie, en remplacement de Monsieur **Sory Ibrahima Kaba DIAKITE** ».

AU LIEU DE :

« Monsieur **Mahamadou COULIBALY**, Consultant en Pharmacie, en remplacement de Monsieur **Sory Ibrahima Kaba DIAKITE** ».

« **LE RESTE SANS CHANGEMENT** »

Article 2 : Le présent décret sera enregistré et publié au Journal officiel.

Bamako, le 13 octobre 2023

**Le Président de la Transition,
Chef de l'Etat,
Colonel Assimi GOITA**

DECRET N°2023-0606/PT-RM DU 13 OCTOBRE 2023 FIXANT L'ORGANISATION ET LES ATTRIBUTIONS DES SERVICES PROPRES DES CIRCONSCRIPTIONS ADMINISTRATIVES DU DISTRICT DE BAMAKO

LE PRESIDENT DE LA TRANSITION, CHEF DE L'ETAT,

Vu la Constitution ;

Vu la Charte de la Transition ;

Vu la Loi n°2022-001 du 25 février 2022 portant révision de la Charte de la Transition ;

Vu la Loi n°2012-006 du 23 janvier 2012, modifiée, portant principes fondamentaux de l'organisation administrative du Territoire ;

Vu la Loi n°2014-049 du 19 septembre 2014 portant principes fondamentaux de la création, de l'organisation et du contrôle des services publics ;

Vu la Loi n°2017-052 du 02 octobre 2017, modifiée, déterminant les conditions de la libre administration des Collectivités territoriales ;

Vu la Loi n°2023-004 du 13 mars 2023 portant Code des Collectivités territoriales ;

Vu la Loi n°2023-005 du 13 mars 2023 portant statut particulier du District de Bamako ;

Vu la Loi n°2023-006 du 12 mars 2023 portant création de Circonscriptions administratives en République du Mali ;

Vu l'Ordonnance n°2018-018/P-RM du 31 juillet 2018 portant statut du Corps préfectoral ;

Vu le Décret n°2023-0587/PT-RM du 11 octobre 2023 fixant les conditions de nomination et les attributions des représentants de l'Etat dans le District et les Arrondissements qui le composent ;

Vu le Décret n°2021-0361/PT-RM du 07 juin 2021 portant nomination du Premier ministre ;

Vu le Décret n°2022-0752/PT -RM du 04 décembre 2022 portant nomination d'un Ministre d'Etat ;

Vu le Décret n°2021-0385/PT-RM du 11 juin 2021, modifié, portant nomination des membres du Gouvernement,

STATUANT EN CONSEIL DES MINISTRES,

DECRETE :

Article 1er : Le présent décret fixe l'organisation et les attributions des services propres des Circonscriptions administratives du District de Bamako.

CHAPITRE I : DISPOSITIONS GENERALES

Article 2 : Les services propres des Circonscriptions administratives du District de Bamako comprennent les services propres de la Circonscription administrative District de Bamako et les services propres des Arrondissements qui le composent.

Le chef de Circonscription administrative porte le titre :

- de Gouverneur au niveau de la circonscription administrative District de Bamako ;
- de Sous-préfet au niveau de la circonscription administrative d'Arrondissement.

CHAPITRE II : DES SERVICES PROPRES DE LA CIRCONSCRIPTION ADMINISTRATIVE DISTRICT DE BAMAKO

SECTION 1 : ORGANISATION ET ATTRIBUTIONS

Article 3 : Le siège des services propres du District est dénommé le Gouvernorat.

Les services propres du District comprennent :

· En ligne :

- un Cabinet ;
- six (6) bureaux.

· En staff : sept (7) unités d'appui :

- Un Secrétariat particulier ;
- un Secrétariat général ;
- un Service de protocole ;
- un Réseau administratif de Transmission ;
- un Bureau d'Accueil, d'Orientation ;
- un Centre de Documentation, d'Informatique et des Archives ;
- un Service d'Entretien et de Maintenance.

PARAGRAPHE I : DU CABINET

Article 4 : Le Cabinet comprend :

- un Directeur de Cabinet ;
- un Conseiller aux Affaires administratives et juridiques ;
- un Conseiller aux Affaires économiques et financières ;
- un Conseiller aux Affaires sociales et culturelles ;
- un Conseiller à la Sécurité et à la protection civile.

Le Cabinet comprend en outre un Attaché de Presse.

Article 5 : Le Directeur de Cabinet assure, sous l'autorité du Gouverneur du District, la direction générale du Cabinet et la coordination de l'activité des Conseillers.

En cas d'absence ou d'empêchement du Gouverneur du District, le Directeur de Cabinet le remplace dans la plénitude de ses attributions et de ses responsabilités.

Article 6 : Le Conseiller aux Affaires administratives et juridiques est chargé, à titre principal, des attributions suivantes :

- l'organisation administrative du Territoire du District ;
- le contrôle des services et organismes publics de l'Etat au niveau du District ;
- l'appui-conseil au Conseil du District ;
- la coopération entre Collectivités territoriales maliennes et entre celles-ci et les Collectivités territoriales étrangères ;
- les affaires domaniales et foncières ;
- le suivi de la police administrative ;

- les affaires contentieuses ;
- les affaires politiques, associatives et électorales ;
- les affaires religieuses et culturelles.

Il peut, en outre, être chargé par le Gouverneur du District de Bamako de toute autre question d'ordre administratif et/ou juridique.

Article 7 : En cas d'absence ou d'empêchement simultané du Gouverneur du District et du Directeur de Cabinet, le Conseiller aux Affaires administratives et juridiques assure la plénitude des fonctions du Gouverneur du District de Bamako.

Article 8 : Le Conseiller aux Affaires économiques et financières est chargé, à titre principal, des attributions suivantes :

- les statistiques, la planification, l'aménagement du territoire ;
- le suivi des actions de développement en vue de l'harmonisation des programmes de développement de la Collectivité territoriale District de Bamako et des Arrondissements qui le composent avec les objectifs nationaux de développement ;
- le suivi de la comptabilité-matières ;
- le suivi de la sécurité alimentaire ;
- le suivi de l'évaluation annuelle de performance de la Collectivité territoriale District de Bamako.

Il peut, en outre, être chargé, par le Gouverneur du District de Bamako, de toute autre question d'ordre économique ou financier.

Article 9 : En cas d'absence ou d'empêchement simultané du Gouverneur, du Directeur de Cabinet et du Conseiller aux Affaires administratives et juridiques, le Conseiller aux Affaires économiques et financières assure la plénitude des fonctions du Gouverneur du District de Bamako.

Article 10 : Le Conseiller aux Affaires sociales et culturelles est chargé, à titre principal, des attributions suivantes :

- les affaires sociales ;
- les affaires éducatives ;
- les affaires culturelles ;
- le suivi du dialogue social.

Il peut, en outre, être chargé, par le Gouverneur du District, de toute autre question d'ordre social et/ou culturel.

Article 11 : En cas d'absence ou d'empêchement simultané du Gouverneur du District de Bamako, du Directeur de Cabinet, du Conseiller aux Affaires administratives et juridiques, du Conseiller aux Affaires économiques et financières, le Conseiller aux Affaires sociales et culturelles assure la plénitude des fonctions du Gouverneur du District.

Article 12 : Le Conseiller à la Sécurité et à la protection civile est chargé, à titre principal, des attributions suivantes:

- le plan de sécurisation du District de Bamako ;
- les situations sécuritaires ;
- le plan d'Organisation des Secours (ORSEC) ;
- le contrôle des armes et munitions ;
- la lutte contre les stupéfiants, le trafic d'êtres humains.

Il peut, en outre, être chargé, par le Gouverneur du District de Bamako, de toute autre question d'ordre sécuritaire.

En cas d'absence ou d'empêchement simultané du Gouverneur du District, du Directeur de Cabinet, du Conseiller aux Affaires administratives et juridiques et du Conseiller aux Affaires économiques et financières, du Conseiller aux Affaires sociales et culturelles, le Conseiller à la Sécurité et à la protection civile assure la plénitude des fonctions du Gouverneur du District.

Article 13 : L'attaché de presse est chargé des relations du Gouverneur avec les médias.

Article 14 : Le Directeur de Cabinet et le Conseiller aux Affaires administratives et juridiques sont nommés, par décret pris en Conseil des Ministres, sur proposition du ministre chargé de l'Administration territoriale, parmi les Membres du corps préfectoral, les Administrateurs civils.

Le Conseiller aux Affaires économiques et financières est nommé, par décret pris en Conseil des Ministres, sur proposition du ministre chargé de l'Administration territoriale, parmi les Membres du corps préfectoral, les Administrateurs civils, les Inspecteurs des Finances, les Inspecteurs du Trésor, les Inspecteurs des Services économiques, les Inspecteurs des Impôts, les Planificateurs, les Ingénieurs de la statistique, les Ingénieurs informaticiens.

Le Conseiller aux Affaires sociales et culturelles est nommé, par décret pris en Conseil des Ministres, sur proposition du ministre chargé de l'Administration territoriale, parmi les Inspecteurs du travail et de la sécurité sociale, les Administrateurs des arts et de la culture, les Administrateurs de l'action sociale, les Membres du corps préfectoral, les Administrateurs civils.

Le Conseiller à la Sécurité et à la protection civile est nommé, par décret pris en Conseil des Ministres, sur proposition du ministre chargé de l'Administration territoriale, parmi les Officiers Supérieurs et Généraux des Forces Armées et de Sécurité, les Membres du corps préfectoral, les Administrateurs civils

L'Attaché de Presse est nommé, parmi les Journalistes et réalisateurs, les Professeurs d'enseignement secondaire.

PARAGRAPHE II : DES BUREAUX

Article 15 : Les services propres du District comprennent six (6) bureaux :

- un Bureau des Affaires administratives ;
- un Bureau des Affaires politiques et religieuses ;
- un Bureau des Affaires économiques et financières ;
- un Bureau des Infrastructures et des Equipements ;
- un Bureau des Affaires sociales et culturelles ;
- un Bureau de la Sécurité et de la Protection civile.

Les Bureaux sont dirigés par les Chefs de Bureau.

Article 16 : Le bureau des Affaires administratives est chargé des questions concernant :

- l'organisation administrative du territoire ;
- l'état civil ;
- les affaires domaniales et foncières ;
- les recensements administratifs ;
- l'appui conseil au Conseil du District dans les conditions prévues par la loi ;
- la coopération entre la Collectivité territoriale District de Bamako et les autres Collectivités territoriales nationales et entre celles-ci et les Collectivités territoriales étrangères;
- les outils de suivi-évaluation de la Collectivité territoriale District de Bamako ;
- la police administrative ;
- les affaires contentieuses ;
- la centralisation et l'exploitation des rapports administratifs et des documents périodiques ;
- la gestion du personnel.

Article 17 : Le Bureau des Affaires administratives comprend :

- le chargé des affaires administratives générales et de la Décentralisation ;
- le chargé de l'organisation administrative du territoire ;
- le chargé du personnel.

Article 18 : Le bureau des Affaires politiques et religieuses est chargé des questions concernant :

- les partis politiques, les associations, les fondations et les coopératives ;
- le référendum et les élections ;
- l'enseignement religieux, les prêches, les rencontres à caractère religieux et le suivi des associations religieuses et des congrégations ;
- les édifices de culte ;
- le suivi des affaires religieuses.

Article 19 : Le Bureau des Affaires politiques et religieuses comprend :

- le chargé des partis politiques et des élections ;
- le chargé des affaires religieuses et culturelles ;
- le chargé de la vie associative et de la presse.

Article 20 : Le Bureau des Affaires économiques et financières est chargé des questions concernant :

- la gestion financière et comptable des services et organismes publics ;
- le contrôle des caisses publiques ;
- les plans et programmes de développement nationaux ;
- les plans et programmes de développement des Arrondissements de la Collectivité territoriale District de Bamako ;
- l'aménagement du territoire et les statistiques ;
- le suivi de la sécurité alimentaire.

Article 21 : Le Bureau des Affaires économiques et financières comprend :

- le chargé du budget national ;
- le chargé des programmes et projets nationaux de développement.

Article 22 : Le Bureau des Infrastructures et des Equipements est chargé des questions concernant :

- la conception des infrastructures et ouvrages pour le compte de l'Etat ou des organismes publics ;
- le suivi de l'exécution et le respect des normes de réalisation des infrastructures, ouvrages et équipements ;
- l'appui conseil en matière d'ouvrages et équipements ;
- le suivi des infrastructures et équipements réalisés ;
- le suivi des contrats, conventions et baux ;
- le suivi de la comptabilité-matières.

Article 23 : Le Bureau des Infrastructures et Equipements comprend :

- le chargé de la conception, de l'exécution et du suivi des infrastructures ;
- le chargé de l'appui conseil en matière de maîtrise d'ouvrage et d'équipement.

Article 24 : Le Bureau des Affaires sociales et culturelles est chargé des questions concernant :

- le dialogue social ;
- les activités culturelles et les loisirs ;
- les activités éducatives et citoyennes.

Article 25 : Le Bureau des Affaires sociales et culturelles comprend :

- le chargé des affaires sociales ;
- le chargé des affaires culturelles.

Article 26 : Le Bureau de la Sécurité et de la Protection civile est chargé des questions concernant :

- le plan de sécurisation du District de Bamako ;
- les situations sécuritaires ;
- le plan d'Organisation des Secours (ORSEC) ;
- le contrôle des armes et munitions ;
- la lutte contre les stupéfiants, le trafic d'êtres humains.

Article 27 : Le Bureau de la Sécurité et de la Protection civile comprend :

- le chargé de la sécurité et du maintien d'ordre ;
- le chargé de la protection civile.

Article 28 : Les Chefs de Bureau et l'Attaché de Presse sont nommés par arrêté du Gouverneur conformément au cadre organique. Ils sont assimilés, du point de vue des avantages, aux chefs de division des services régionaux.

PARAGRAPHE III : DES UNITES D'APPUI

Article 29 : Les services propres du District de Bamako comportent en outre, sept (7) unités d'appui :

- un secrétariat particulier ;
- un secrétariat général ;
- un bureau de protocole ;
- un réseau administratif de transmission ;
- un bureau d'accueil et d'orientation ;
- un centre de documentation, d'informatique et des archives ;
- un service d'entretien et de maintenance.

Article 30 : Le secrétaire particulier est chargé à titre principal des tâches ci-après :

- la gestion du courrier confidentiel ;
- la gestion des communications : téléphone, fax, internet ;
- la programmation des audiences du Gouverneur.

Il peut, en outre, être chargé par le Gouverneur de toute autre tâche de secrétariat.

Article 31 : Le Secrétariat général est chargé à titre principal des tâches ci-après :

- la gestion du courrier ordinaire ;
- la gestion des communications: téléphone, fax, internet.

Il peut, en outre, être chargé par le Gouverneur de toute autre tâche de secrétariat.

Article 32 : Le Service du Protocole est responsable des questions d'ordre protocolaire. A ce titre, il est chargé :

- de l'organisation des déplacements du Gouverneur et des membres du Cabinet ;
- de l'organisation de l'accueil et du séjour des missions officielles ;
- de l'organisation des fêtes et cérémonies officielles.

Il peut, en outre, être chargé par le Gouverneur de toute autre tâche de protocole.

Article 33 : Le Réseau administratif de Transmission est chargé de l'expédition, de la réception des messages et de leur conservation.

Article 34 : Le Bureau d'Accueil, d'Orientation et de Communication est chargé :

- de l'élaboration des outils relatifs à l'accueil, à l'orientation et à l'information des usagers du service public;
- de la réception, l'information et l'orientation des usagers;
- de la tenue du registre de réclamations et le suivi de la demande d'information des usagers ;
- de la tenue de la boîte à suggestions et le dépouillement des informations recueillies ;
- de la conception et la diffusion périodique du bulletin d'information des usagers ;
- de la distribution des documents et des imprimés, ainsi que la communication des renseignements non confidentiels aux usagers.

Article 35 : Le Centre de Documentation, d'Informatique et des Archives est chargé :

- de la recherche et la collecte de la documentation sur les matières relevant de la compétence du service ;
- de la collecte, la centralisation et le traitement des données informatiques ;
- de la conception de logiciels et des programmes de traitement et de gestion informatique ;
- du classement et la conservation des archives.

Article 36 : Le Service d'Entretien et de Maintenance est chargé :

- de la collecte des besoins d'entretien et de maintenance du service ;
- de l'exécution des travaux courants d'entretien et de maintenance ;
- de la participation à la préparation des contrats d'entretien et de maintenance ;
- du suivi des prestataires d'entretien et de maintenance.

Article 37 : Les Unités d'Appui sont dirigés par les Chefs d'Unité d'Appui. Les Chefs des Unités d'Appui sont nommés par arrêté du Gouverneur.

Ils ont rang de Chef de Division de service régional.

Article 38 : Les Chefs des Unités d'Appui sont placés sous l'autorité directe du Directeur de Cabinet.

SECTION 2 : DU FONCTIONNEMENT

Article 39 : Sous l'autorité du Conseiller dont ils relèvent, les Chefs de bureau préparent, le cas échéant en relation avec les services techniques régionaux, les études techniques et les programmes d'actions des services techniques régionaux et des chefs de circonscription administrative dans les Arrondissements du District et procèdent à leur évaluation périodique.

Article 40 : Les chargés de dossiers fournissent, à la demande des chefs de bureau, les éléments d'information indispensables à l'élaboration des études et des programmes d'action, procèdent à la rédaction des directives et instructions concernant leurs secteurs d'activité.

Article 41 : L'activité de coordination et de contrôle du Gouverneur du District s'exerce sur les chefs de services techniques régionaux et les Sous-préfets d'Arrondissements.

Article 42 : L'activité de coordination et de contrôle s'exerce par :

- un pouvoir d'instruction préalable portant sur le contenu des décisions à prendre et des activités à mener ;
- un pouvoir d'intervention à posteriori sur les décisions comportant l'exercice du pouvoir d'approbation, de suspension, de réformation ou d'annulation.

CHAPITRE III : DES SERVICES PROPRES DES CIRCONSCRIPTIONS ADMINISTRATIVES D'ARRONDISSEMENTS DU DISTRICT

SECTION 1 : ORGANISATION ET ATTRIBUTIONS

Article 43 : Le siège des services propres de l'Arrondissement est dénommé la Sous-préfecture.

Les services propres du Sous-préfet comprennent :

- un Secrétariat général ;
- un Secrétariat particulier ;
- un Bureau chargé des relations avec les Collectivités territoriales ;
- un Bureau chargé de l'Administration générale ;
- un Bureau d'accueil et d'orientation du public ;
- trois (03) unités d'appui constituées : d'un Service de Protocole, d'une Unité de Sécurité, d'un Bureau chargé de la Documentation, de l'Informatique, du Suivi de l'état civil et des Archives.

Le Sous-préfet a sous son autorité le ou les Postes de Sécurité de l'Arrondissement.

Les attributions des bureaux et unités d'appui de l'Arrondissement sont comparables à celles des unités d'appui des services propres de la Circonscription administrative District de Bamako.

Article 44 : Les Bureaux et Unités d'Appui sont dirigés par des Chefs de Bureau et d'Unités d'Appui. Les Chefs de Bureau et Unités d'appui sont nommés par décision du Gouverneur du District sur proposition du Sous-préfet parmi les Membres du corps préfectoral et les Administrateurs civils et, à défaut, les Secrétaires d'Administration et les Attachés d'Administration faisant carrière dans l'Administration territoriale.

Le Secrétaire général est nommé par arrêté du Gouverneur, sur proposition du Sous-préfet parmi les membres du corps préfectoral et les Administrateurs civils et, à défaut, les Secrétaires d'administration et les Attachés d'administration faisant carrière dans l'Administration territoriale.

SECTION 2 : DU FONCTIONNEMENT

Article 45 : Le Secrétaire Général assure, sous l'autorité du Sous-préfet, la direction générale des services de l'Arrondissement et la coordination de l'activité des bureaux.

En cas d'absence ou d'empêchement du Sous-préfet, sa suppléance est assurée par un Sous-préfet désigné par décision du Gouverneur du District.

Article 46 : L'activité de coordination et de contrôle du Sous-préfet dans l'Arrondissement s'exerce sur les Chefs des services techniques de l'Arrondissement.

Article 47 : L'activité de coordination et de contrôle s'exerce par :

- un pouvoir d'instruction préalable portant sur le contenu des décisions à prendre et des activités à mener ;
- un pouvoir d'intervention a posteriori sur les décisions comportant l'exercice du pouvoir d'approbation, de suspension, de réformation ou d'annulation.

CHAPITRE IV : DISPOSITIONS PARTICULIERES ET FINALES

Article 48 : Des arrêtés du ministre chargé de l'Administration territoriale fixent, en tant que de besoin, les détails des modalités d'exécution du présent décret.

Article 49 : Le ministre d'Etat, ministre de l'Administration territoriale et de la Décentralisation, le ministre de la Sécurité et de la Protection civile et le ministre de l'Economie et des Finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera enregistré et publié au Journal officiel.

Bamako, le 13 octobre 2023

**Le Président de la Transition,
Chef de l'Etat,
Colonel Assimi GOITA**

**Le Premier ministre,
Choguel Kokalla MAIGA**

**Le ministre d'Etat, ministre de
l'Administration territoriale et
de la Décentralisation,
Colonel Abdoulaye MAIGA**

**Le ministre de la Sécurité
et de la Protection civile,
Général de Brigade Daoud Aly MOHAMMEDINE**

**Le ministre de l'Economie
et des Finances,
Alousséni SANOU**

**DECRET N°2023-0607/PT-RM DU 13 OCTOBRE
2023 PORTANT ATTRIBUTION DE DISTINCTION
HONORIFIQUE, A TITRE POSTHUME**

**LE PRESIDENT DE LA TRANSITION, CHEF DE
L'ETAT,**

Vu la Constitution ;

Vu la Charte de la Transition ;

Vu la Loi n°2022-001 du 25 février 2022 portant révision de la Charte de la Transition ;

Vu la Loi n°63-31/AN-RM du 31 mai 1963 portant création d'Ordres nationaux ;

Vu le Décret n°2019-1008/P-RM du 24 décembre 2019 portant création, organisation et fonctionnement de la Grande Chancellerie des Ordres nationaux du Mali,

DECRETE :

Article 1er : La Médaille de l'Etoile d'Argent du Mérite national avec effigie « Abeille » est décernée, à titre posthume, aux Militaires de l'Armée de Terre dont les noms suivent :

N°	MLE	PRENOMS	NOM	GRADES
01	56908	Moussa	DIAMOUTENE	1ère Classe
02	58125	Sékou	CISSE	1er Cavalier
03	60924	Kérifa	TRAORE	1er Canonnier Servant tireur

Article 2 : Le Grand Chancelier des Ordres nationaux du Mali est chargé de l'exécution du présent décret qui sera enregistré et publié au Journal officiel.

Bamako, le 13 octobre 2023

**Le Président de la Transition,
Chef de l'Etat,
Colonel Assimi GOITA**

DECRET N°2023-0608/PT-RM DU 13 OCTOBRE 2023 PORTANT ATTRIBUTION DE DISTINCTION HONORIFIQUE, A TITRE POSTHUME

LE PRESIDENT DE LA TRANSITION, CHEF DE L'ETAT,

Vu la Constitution ;

Vu la Charte de la Transition ;

Vu la Loi n°2022-001 du 25 février 2022 portant révision de la Charte de la Transition ;

Vu la Loi n°63-31/AN-RM du 31 mai 1963 portant création d'Ordres nationaux ;

Vu le Décret n°2019-1008/P-RM du 24 décembre 2019 portant création, organisation et fonctionnement de la Grande Chancellerie des Ordres nationaux du Mali,

DECRETE :

Article 1er : La Médaille de l'Etoile d'Argent du Mérite national avec effigie « Abeille » est décernée, à titre posthume, au Soldat de 1ère Classe Mohamed N'DAO, N°Mle 54653, de l'Armée de Terre.

Article 2 : Le Grand Chancelier des Ordres nationaux du Mali est chargé de l'exécution du présent décret qui sera enregistré et publié au Journal officiel.

Bamako, le 13 octobre 2023

**Le Président de la Transition,
Chef de l'Etat,
Colonel Assimi GOITA**

DECRET N°2023-0609/PM-RM DU 16 OCTOBRE 2023 PORTANT NOMINATION DU CHEF DE CABINET DU PREMIER MINISTRE

LE PREMIER MINISTRE,

Vu la Constitution ;

Vu la Charte de la Transition ;

Vu la Loi n°2022-001 du 25 février 2022 portant révision de la Charte de la Transition ;

Vu le Décret n°2013-259/P-RM du 15 mars 2013 fixant les taux des indemnités et primes accordées à certains personnels de la Primature ;

Vu le Décret n°2014-0837/P-RM du 10 novembre 2014, modifié, fixant les taux mensuels de certaines primes et indemnités allouées aux fonctionnaires et agents de l'Etat ;

Vu le Décret n°2023-0209/PM-RM du 28 mars 2023 fixant l'organisation du Cabinet du Premier ministre ;

Vu le Décret n°2021-0361/PT-RM du 07 juin 2021 portant nomination du Premier ministre ;

DECRETE :

Article 1er : Monsieur Oumar DIALLO, N° Mle 0132-729-D, Enseignant-Chercheur, est nommé **Chef de Cabinet** du Premier ministre.

Article 2 : Le présent décret sera enregistré et publié au Journal officiel.

Bamako, le 16 octobre 2023

**Le Premier ministre
Choguel Kokalla MAIGA**

DECRET N°2023-0610/PM-RM DU 16 OCTOBRE 2023 PORTANT NOMINATION DU CHEF DE CABINET ADJOINT DU PREMIER MINISTRE

LE PREMIER MINISTRE,

Vu la Constitution ;

Vu la Charte de la Transition ;

Vu la Loi n°2022-001 du 25 février 2022 portant révision de la Charte de la Transition ;

Vu le Décret n°2013-259/P-RM du 15 mars 2013 fixant les taux des indemnités et primes accordées à certains personnels de la Primature ;

Vu le Décret n°2012-434/P-RM du 9 août 2012, modifié, fixant les conditions d'emploi et de rémunération des membres non fonctionnaires du Cabinet du Président de la République, du Secrétariat général de la Présidence de la République, du Cabinet du Premier ministre et des Cabinets ministériels ;

Vu le Décret n°2014-0837/P-RM du 10 novembre 2014, modifié, fixant les taux mensuels de certaines primes et indemnités allouées aux fonctionnaires et agents de l'Etat ;

Vu le Décret n°2023-0209/PM-RM du 28 mars 2023 fixant l'organisation du Cabinet du Premier ministre ;

Vu le Décret n°2021-0361/PT-RM du 07 juin 2021 portant nomination du Premier ministre ;

DECRETE :

Article 1er : Monsieur Amadou SIDIBE, Juriste, est nommé **Chef de Cabinet adjoint** du Premier ministre.

Article 2 : Le présent décret sera enregistré et publié au Journal officiel.

Bamako, le 16 octobre 2023

Le Premier ministre
Choguel Kokalla MAIGA

DECRET N°2023-0611/PT-RM DU 16 OCTOBRE 2023 PORTANT NOMINATION DU COMMANDANT DE L'ECOLE MILITAIRE INTERARMES DE KOULIKORO

LE PRESIDENT DE LA TRANSITION, CHEF DE L'ETAT,

Vu la Constitution ;

Vu la Charte de la Transition ;

Vu la Loi n°2022-001 du 25 février 2022 portant révision de la Charte de la Transition ;

Vu la Loi n°04-51 du 23 novembre 2004 portant organisation générale de la Défense nationales ;

Vu la Loi n°08-030 du 11 août 2008 portant création de la Direction des Ecoles militaires ;

Vu l'Ordonnance n°2023-015/PT-RM du 21 mars 2023, modifiée, portant statut général des Militaires ;

Vu le Décret n°08-644/P-RM du 16 octobre 2008 fixant l'organisation et les modalités de fonctionnement de la Direction des Ecoles militaires,

DECRETE :

Article 1er : Le Colonel **Abdoulaye COULIBALY**, de l'Armée de Terre, est nommé **Commandant** de l'Ecole militaire interarmes de Koulikoro.

Il bénéficie, à ce titre, des avantages prévus par la réglementation en vigueur.

Article 2 : Le présent décret, qui abroge le Décret n°2023-0523/PT-RM du 19 septembre 2023 portant nomination du Colonel **Seydou Bassirou NIANGADO**, de l'Armée de Terre, en qualité de **Commandant** de l'Ecole militaire interarmes de Koulikoro, sera enregistré et publié au Journal officiel.

Bamako, le 16 octobre 2023

Le Président de la Transition,
Chef de l'Etat,
Colonel Assimi GOITA

DECRET N°2023-0612/PT-RM DU 16 OCTOBRE 2023 PORTANT ATTRIBUTION DE DISTINCTION HONORIFIQUE, A TITRE EXCEPTIONNEL

LE PRESIDENT DE LA TRANSITION, CHEF DE L'ETAT,

Vu la Constitution ;

Vu la Charte de la Transition ;

Vu la Loi n°2022-001 du 25 février 2022 portant révision de la Charte de la Transition ;

Vu la Loi n°63-31/AN-RM du 31 mai 1963 portant création d'Ordres nationaux ;

Vu l'Ordonnance n°40/CMLN du 25 septembre 1974 portant création des distinctions militaires ;

Vu l'Ordonnance n°2023-015/PT-RM du 21 mars 2023, modifiée, portant statut général des Militaires ;

Vu le Décret n°2019-1008/P-RM du 24 décembre 2019 portant création, organisation et fonctionnement de la Grande Chancellerie des Ordres nationaux du Mali,

DECRETE :

Article 1er : La Médaille de la Croix de la Valeur militaire est décernée, à titre exceptionnel, aux Militaires de l'Armée de l'Air, déployés dans le cadre de l'Opération « MALIKO » dont les noms suivent :

N°	N°MLE	PRENOMS	NOMS	GRADES
1	M.	Abdoulaye Kassoum	DIAKITE	Capitaine
2	M.	Seydou	COULIBALY	Capitaine
3	M.	Ibrahim	BOCOUM	Lieutenant
4	M.	Abdoulaye	KANTE	Lieutenant
5	M.	Chaca	BALLO	Lieutenant
6	M.	Oumar	FOMBA	Lieutenant
7	M.	Samba	FANE	Lieutenant

Article 2 : Le Grand Chancelier des Ordres nationaux du Mali est chargé de l'exécution du présent décret qui sera enregistré et publié au Journal officiel.

Bamako, le 16 octobre 2023

**Le Président de la Transition,
Chef de l'Etat,
Colonel Assimi GOITA**

DECRET N°2023-0613/PT-RM DU 16 OCTOBRE 2023 AUTORISANT ET DECLARANT D'UTILITE PUBLIQUE LES TRAVAUX DE CONSTRUCTION DE LA ROUTE TRANSSAHARIENNE (RTS-PHASE 2- SECTION BOUREM-KIDAL)

LE PRESIDENT DE LA TRANSITION, CHEF DE L'ETAT,

Vu la Constitution ;

Vu la Charte de la Transition ;

Vu la Loi n°2022-001 du 25 février 2022 portant révision de la Charte de la Transition ;

Vu la Loi n°02-016 du 3 juin 2002 fixant les règles générales de l'urbanisme ;

Vu l'Ordonnance n°2020-014/PT-RM du 24 décembre 2020, modifiée, portant loi domaniale et foncière ;

Vu le Décret no2020-0413/PT-RM du 31 décembre 2020 déterminant les formes et les conditions d'attribution des terrains du domaine privé immobilier de l'Etat ;

Vu le Décret n°2021-0361/PT-RM du 07 juin 2021 portant nomination du Premier ministre ;

Vu le Décret n°2022-0752/PT-RM du 04 décembre 2022 portant nomination d'un ministre d'Etat ;

Vu le Décret n°2021-0385/PT-RM du 11 juin 2021, modifié, portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le Décret n°2023-0394/PT-RM du 19 juillet 2023 fixant les intérim des membres du Gouvernement,

STATUANT EN CONSEIL DES MINISTRES,

DECRETE :

Article 1er : Sont autorisés et déclarés d'utilité publique les travaux de construction de la Route transsaharienne (RTS-Phase 2-Section Bourem-Kidal) ainsi que la réalisation d'aménagements connexes.

Article 2 : Les propriétés atteintes par les travaux font l'objet d'expropriation pour cause d'utilité publique, conformément aux dispositions de la loi domaniale et foncière.

Article 3 : Un arrêté de cessibilité du ministre chargé des Domaines fixe la liste des propriétés qui sont atteintes par lesdits travaux.

Article 4 : Les indemnités d'expropriation sont supportées par le budget national.

Article 5 : Le ministre de l'Urbanisme, de l'Habitat, des Domaines, de l'Aménagement du Territoire et de la Population, le ministre des Transports et des Infrastructures et le ministre de l'Economie des Finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera enregistré et publié au Journal officiel.

Bamako, le 16 octobre 2023

**Le Président de la Transition,
Chef de l'Etat,
Colonel Assimi GOITA**

**Le Premier ministre,
Choguel Kokalla MAIGA**

**Le ministre de l'Urbanisme, de l'Habitat,
des Domaines, de l'Aménagement du
Territoire et de la Population,
Imirane Abdoulaye TOURE**

**Le ministre de l'Urbanisme, de l'Habitat,
des Domaines, de l'Aménagement du
Territoire et de la Population,
ministre des Transports
et des Infrastructures par intérim,
Imirane Abdoulaye TOURE**

**Le ministre de l'Elevage et de la Pêche,
ministre de l'Economie
et des Finances par intérim,
Youba BA**

**DECRET N°2023-0614/PT-RM DU 16 OCTOBRE
2023 PORTANT NOMINATION D'INSPECTEURS A
L'INSPECTION DE L'INTERIEUR**

**LE PRESIDENT DE LA TRANSITION, CHEF DE
L'ETAT,**

Vu la Constitution ;

Vu la Charte de la Transition ;

Vu la Loi n°2022-001 du 25 février 2022 portant révision de la Charte de la Transition ;

Vu la Loi n°2014-049 du 19 septembre 2014 portant principes fondamentaux de la création, de l'organisation et du contrôle des services publics ;

Vu l'Ordonnance n°00-056/P-RM du 28 septembre 2000 portant création de l'Inspection de l'Intérieur ;

Vu le Décret n°01-072/P-RM du 12 février 2001 fixant l'organisation et les modalités de fonctionnement de l'Inspection de l'Intérieur ;

Vu le Décret n°01-155/P-RM du 29 mars 2001 fixant les taux des indemnités et primes allouées au personnel de contrôle du Contrôle général des Services publics et des Inspections des départements ministériels ;

Vu le Décret n°03-244/P-RM du 23 juin 2003 déterminant le cadre organique de l'Inspection de l'Intérieur ;

Vu le Décret n°2014-0837/P-RM du 10 novembre 2014, modifié, fixant les taux mensuels de certaines primes et indemnités allouées aux fonctionnaires et agents de l'Etat ;

Vu le Décret n°2021-0361/PT-RM du 07 juin 2021 portant nomination du Premier ministre ;

Vu le Décret n°2022-0752/PT-RM du 04 décembre 2022 portant nomination d'un ministre d'Etat ;

Vu le Décret n°2021-0385/PT-RM du 11 juin 2021, modifié, portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le Décret n°2023-0394/PT-RM du 19 juillet 2023 fixant les intérim des membres du Gouvernement,

STATUANT EN CONSEIL DES MINISTRES,

DECRETE :

Article 1er : Sont nommés **Inspecteurs** à l'Inspection de l'Intérieur :

- Monsieur **Makan CISSOKO**, N°Mle 764-00.K, Administrateur civil, membre du Corps préfectoral ;
- Madame **Aïssata DIARRA**, N°Mle 454-57.P, Administrateur civil, membre du Corps préfectoral ;
- Monsieur **Issoufiana Abdoulaye MAIGA**, N°Mle 904-45.L, Administrateur civil, membre du Corps préfectoral ;
- Monsieur **Sally AG HAMADALAMINE**, N°Mle 763-99.Y, Administrateur civil, membre du Corps préfectoral ;
- Monsieur **Moussa DIALLO**, N°Mle 461-62.W, Administrateur civil, membre du Corps préfectoral ;
- Monsieur **Kantara DIAWARA**, N°Mle 763-98.X, Administrateur civil, membre du Corps préfectoral ;
- Monsieur **Abdrmane DEMBELE**, N°Mle 456-75.K, Administrateur civil, membre du Corps préfectoral ;
- Monsieur **Afel B. YATTARA**, N°Mle 763-64.H, Administrateur civil, membre du Corps préfectoral ;
- Monsieur **Souayibou COULIBALY**, N°Mle 0112-399.B, Administrateur civil, membre du Corps préfectoral.

Article 2 : Le présent décret sera enregistré et publié au Journal officiel.

Bamako, le 16 octobre 2023

**Le Président de la Transition,
Chef de l'Etat,
Colonel Assimi GOITA**

**Le Premier ministre,
Choguel Kokalla MAIGA**

**Le ministre d'Etat, ministre de
l'Administration Territoriale
et de la Décentralisation,
Colonel Abdoulaye MAIGA**

**Le ministre de l'Elevage et de la Pêche,
ministre de l'Economie et des Finances
par intérim,
Youba BA**

**DECRET N°2023-0615/PT-RM DU 16 OCTOBRE
2023 PORTANT NOMINATION DE L'INSPECTEUR
EN CHEF ADJOINT DES SERVICES
DIPLOMATIQUES ET CONSULAIRES**

**LE PRESIDENT DE LA TRANSITION, CHEF DE
L'ETAT,**

Vu la Constitution ;

Vu la Charte de la Transition ;

Vu la Loi n°2022-001 du 25 février 2022 portant révision de la Charte de la Transition ;

Vu la Loi n°2014-049 du 19 septembre 2014 portant principes fondamentaux de la création, de l'organisation et du contrôle des services publics ;

Vu l'Ordonnance n°00-052/P-RM du 27 septembre 2000 portant création de l'Inspection des Services diplomatiques et consulaires ;

Vu le Décret n°01-068/P-RM du 12 février 2001 fixant l'organisation et les modalités de fonctionnement de l'Inspection des Services diplomatiques et consulaires ;

Vu le Décret n°01-155/P-RM du 29 mars 2001 fixant les taux des indemnités et primes allouées au personnel de contrôle du Contrôle général des Services publics et des Inspections des départements ministériels ;

Vu le Décret n°2014-0512/P-RM du 07 juillet 2014 fixant le cadre organique de l'Inspection des Services diplomatiques et consulaires ;

Vu le Décret n°2014-0837/P-RM du 10 novembre 2014, modifié, fixant les taux mensuels de certaines primes et indemnités allouées aux fonctionnaires et agents de l'Etat ;

Vu le Décret n°2021-0361/PT-RM du 07 juin 2021 portant nomination du Premier ministre ;

Vu le Décret n°2022-0752/PT-RM du 04 décembre 2022 portant nomination d'un ministre d'Etat ;

Vu le Décret n°2021-0385/PT-RM du 11 juin 2021, modifié, portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le Décret n°2023-0394/PT-RM du 19 juillet 2023 fixant les intérim des membres du Gouvernement,

STATUANT EN CONSEIL DES MINISTRES,

DECRETE :

Article 1er : Monsieur **Yacouba DIAKITE**, N°Mle 714-22.K, Inspecteur du Trésor, est nommé **Inspecteur en Chef adjoint** des Services diplomatiques et consulaires.

Article 2 : Le présent décret, qui abroge le Décret n°2019-0696/P-RM du 09 septembre 2019 portant nomination de Monsieur **Mahamane Elhadji Bania TOURE**, N°Mle 744-72.S, Conseiller des Affaires étrangères, en qualité d'**Inspecteur en Chef adjoint** des Services diplomatiques et consulaires, sera enregistré et publié au Journal officiel.

Bamako, le 16 octobre 2023

**Le Président de la Transition,
Chef de l'Etat,
Colonel Assimi GOITA**

**Le Premier ministre,
Choguel Kokalla MAIGA**

**Le ministre des Affaires étrangères
et de la Coopération internationale,
Abdoulaye DIOP**

**Le ministre de l'Elevage et de la Pêche,
ministre de l'Economie et des Finances
par intérim,
Youba BA**

DECRET N°2023-0616/PT-RM DU 16 OCTOBRE 2023 PORTANT NOMINATION DU DIRECTEUR GENERAL DE L'OFFICE RIZ MOPTI

LE PRESIDENT DE LA TRANSITION, CHEF DE L'ETAT,

Vu la Constitution ;

Vu la Charte de la Transition ;

Vu la Loi n°2022-001 du 25 février 2022 portant révision de la Charte de la Transition ;

Vu la Loi n° 90-110/AN-RM du 18 octobre 1990, modifiée, portant principes fondamentaux de la création, de l'organisation et du fonctionnement des établissements publics à caractère administratif ;

Vu la Loi n°2014-049 du 19 septembre 2014 portant principes fondamentaux de la création, de l'organisation et du contrôle des services publics ;

Vu l'Ordonnance n°91-050/P-CTSP du 21 août 1991 portant création de l'Office Riz Mopti ;

Vu le Décret n°142/PG-RM du 14 août 1975, modifié, fixant les conditions et modalités d'octroi des indemnités allouées aux fonctionnaires et agents de l'Etat ;

Vu le Décret n°204/PG-RM du 21 août 1985 déterminant les modalités de gestion et de contrôle des structures des services publics ;

Vu le Décret n°08-767/P-RM du 26 décembre 2008 fixant l'organisation et les modalités de fonctionnement de l'Office Riz Mopti ;

Vu le Décret n°2014-0837/P-RM du 10 novembre 2014, modifié, fixant les taux mensuels de certaines primes et indemnités allouées aux fonctionnaires et agents de l'Etat ;

Vu le Décret n°2021-0361/PT-RM du 07 juin 2021 portant nomination du Premier ministre ;

Vu le Décret n°2022-0752/PT-RM du 04 décembre 2022 portant nomination d'un ministre d'Etat ;

Vu le Décret n°2021-0385/PT-RM du 11 juin 2021, modifié, portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le Décret n°2023-0394/PT-RM du 19 juillet 2023 fixant les intérim des membres du Gouvernement,

STATUANT EN CONSEIL DES MINISTRES,

DECRETE :

Article 1er : Monsieur **Pathé Allaye KEBE**, N°Mle 0105-383.Z, Ingénieur de l'Agriculture et du Génie rural, est nommé **Directeur général** de l'Office Riz Mopti.

Article 2 : Le présent décret, qui abroge le Décret n°2019-0273/P-RM du 02 avril 2019 portant nomination de Monsieur **Yaya Amadou TESSOUGUE**, N°Mle 0147-292.C, Ingénieur de l'Agriculture et du Génie rural, en qualité de **Directeur général** de l'Office Riz Mopti, sera enregistré et publié au Journal officiel.

Bamako, le 16 octobre 2023

**Le Président de la Transition,
Chef de l'Etat,
Colonel Assimi GOITA**

**Le Premier ministre,
Choguel Kokalla MAIGA**

**Le ministre de l'Agriculture,
Lassine DEMBELE**

**Le ministre de l'Elevage et de la Pêche,
ministre de l'Economie et des Finances
par intérim,
Youba BA**

DECRET N°2023-0617/PT-RM DU 16 OCTOBRE 2023 PORTANT NOMINATION DU DIRECTEUR GENERAL DE L'OFFICE DU PERIMETRE IRRIGUE DE BAGUINEDA

LE PRESIDENT DE LA TRANSITION, CHEF DE L'ETAT,

Vu la Constitution ;

Vu la Charte de la Transition ;

Vu la Loi n°2022-001 du 25 février 2022 portant révision de la Charte de la Transition ;

Vu la Loi n° 90-110/AN-RM du 18 octobre 1990, modifiée, portant principes fondamentaux de la création, de l'organisation et du fonctionnement des Etablissements publics à caractère administratif ;

Vu la Loi n° 98-011 du 19 janvier 1998 portant création de l'Office du Périmètre irrigué de Baguinéda ;

Vu la Loi n°2014-049 du 19 septembre 2014 portant principes fondamentaux de la création, de l'organisation et du contrôle des services publics ;

Vu le Décret n°142/PG-RM du 14 août 1975, modifié, fixant les conditions et modalités d'octroi des indemnités allouées aux fonctionnaires et agents de l'Etat ;

Vu le Décret n°204/PG-RM du 21 août 1985 déterminant les modalités de gestion et de contrôle des structures des services publics ;

Vu le Décret n° 98-067/P-RM du 27 février 1998 fixant l'organisation et les modalités de fonctionnement de l'Office du Périmètre irrigué de Baguinéda ;

Vu le Décret n°2014-0837/P-RM du 10 novembre 2014, modifié, fixant les taux mensuels de certaines primes et indemnités allouées aux fonctionnaires et agents de l'Etat ;

Vu le Décret n°2021-0361/PT-RM du 07 juin 2021 portant nomination du Premier ministre ;

Vu le Décret n°2022-0752/PT-RM du 04 décembre 2022 portant nomination d'un ministre d'Etat ;

Vu le Décret n°2021-0385/PT-RM du 11 juin 2021, modifié, portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le Décret n°2023-0394/PT-RM du 19 juillet 2023 fixant les intérim des membres du Gouvernement,

STATUANT EN CONSEIL DES MINISTRES,

DECRETE :

Article 1er : Monsieur **Boureïma YOUSOUF**, N°Mle 0104-607.X, Ingénieur de l'Agriculture et du Génie rural, est nommé **Directeur général** de l'Office du Périmètre irrigué de Baguinéda.

Article 2 : Le présent décret, qui abroge le Décret n°2019-0658/P-RM du 26 août 2019 portant nomination de Monsieur **Mamadou TOGOLA**, N°Mle 920-39.E, Ingénieur de l'Agriculture et du Génie rural, en qualité de **Directeur général** de l'Office du Périmètre irrigué de Baguinéda, sera enregistré et publié au Journal officiel.

Bamako, le 16 octobre 2023

**Le Président de la Transition,
Chef de l'Etat,
Colonel Assimi GOITA**

**Le Premier ministre,
Choguel Kokalla MAIGA**

**Le ministre de l'Agriculture,
Lassine DEMBELE**

**Le ministre de l'Elevage et de la Pêche,
ministre de l'Economie et des Finances
par intérim,
Youba BA**

**DECRET N°2023-0618/PT-RM DU 16 OCTOBRE
2023 PORTANT NOMINATION DU DIRECTEUR
GENERAL DE L'OFFICE DE PROTECTION DES
VEGETAUX**

**LE PRESIDENT DE LA TRANSITION, CHEF DE
L'ETAT,**

Vu la Constitution ;

Vu la Charte de la Transition ;

Vu la Loi n°2022-001 du 25 février 2022 portant révision de la Charte de la Transition ;

Vu la Loi n° 90-110/AN-RM du 18 octobre 1990, modifiée, portant principes fondamentaux de la création, de l'organisation et du fonctionnement des établissements publics à caractère administratif ;

Vu la Loi n°05-011 du 11 février 2005 portant création de l'Office de Protection des Végétaux ;

Vu la Loi n°2014-049 du 19 septembre 2014 portant principes fondamentaux de la création, de l'organisation et du contrôle des services publics ;

Vu le Décret n°142/PG-RM du 14 août 1975, modifié, fixant les conditions et modalités d'octroi des indemnités allouées aux fonctionnaires et agents de l'Etat ;

Vu le Décret n°204/PG-RM du 21 août 1985 déterminant les modalités de gestion et de contrôle des structures des services publics ;

Vu le Décret n°05-106/P-RM du 09 mars 2005 fixant l'organisation et les modalités de fonctionnement de l'Office de Protection des Végétaux ;

Vu le Décret n°2014-0837/P-RM du 10 novembre 2014, modifié, fixant les taux mensuels de certaines primes et indemnités allouées aux fonctionnaires et agents de l'Etat ;

Vu le Décret n°2021-0361/PT-RM du 07 juin 2021 portant nomination du Premier ministre ;

Vu le Décret n°2022-0752/PT-RM du 04 décembre 2022 portant nomination d'un ministre d'Etat ;

Vu le Décret n°2021-0385/PT-RM du 11 juin 2021, modifié, portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le Décret n°2023-0394/PT-RM du 19 juillet 2023 fixant les intérimis des membres du Gouvernement,

STATUANT EN CONSEIL DES MINISTRES,

DECRETE :

Article 1er : Monsieur **Halidou MOHOMODOU**, N°Mle 0109-389.F, Ingénieur de l'Agriculture et du Génie rural, est nommé **Directeur général** de l'Office de Protection des Végétaux.

Article 2 : Le présent décret, qui abroge le Décret n°2017-0293/P-RM du 27 mars 2017 portant nomination de Monsieur **Demba DIALLO**, N°Mle 920-37.C, Ingénieur de l'Agriculture et du Génie rural, en qualité de **Directeur général** de l'Office de Protection des Végétaux, sera enregistré et publié au Journal officiel.

Bamako, le 16 octobre 2023

**Le Président de la Transition,
Chef de l'Etat,
Colonel Assimi GOITA**

**Le Premier ministre,
Choguel Kokalla MAIGA**

**Le ministre de l'Agriculture,
Lassine DEMBELE**

**Le ministre de l'Elevage et de la Pêche,
ministre de l'Economie et des Finances
par intérim,
Youba BA**

DECRET N°2023-0619/PT-RM DU 16 OCTOBRE 2023 PORTANT NOMINATION DU DIRECTEUR GENERAL DE L'OFFICE RIZ SEGOU

LE PRESIDENT DE LA TRANSITION, CHEF DE L'ETAT,

Vu la Constitution ;

Vu la Charte de la Transition ;

Vu la Loi n°2022-001 du 25 février 2022 portant révision de la Charte de la Transition ;

Vu la Loi n° 90-110/AN-RM du 18 octobre 1990, modifiée, portant principes fondamentaux de la création, de l'organisation et du fonctionnement des Etablissements publics à caractère administratif ;

Vu la Loi n°2014-049 du 19 septembre 2014 portant principes fondamentaux de la création, de l'organisation et du contrôle des services publics ;

Vu l'Ordonnance n°91-049/PCTSP du 21 août 1991 portant création de l'Office Riz Ségou ;

Vu le Décret n°142/PG-RM du 14 août 1975, modifié, fixant les conditions et modalités d'octroi des indemnités allouées aux fonctionnaires et agents de l'Etat ;

Vu le Décret n°204/PG-RM du 21 août 1985 déterminant les modalités de gestion et de contrôle des structures des services publics ;

Vu le Décret n°10-340/P-RM du 16 juin 2010 fixant l'organisation et les modalités de fonctionnement de l'Office Riz Ségou ;

Vu le Décret n°2014-0837/P-RM du 10 novembre 2014, modifié, fixant les taux mensuels de certaines primes et indemnités allouées aux fonctionnaires et agents de l'Etat ;

Vu le Décret n°2021-0361/PT-RM du 07 juin 2021 portant nomination du Premier ministre ;

Vu le Décret n°2022-0752/PT-RM du 04 décembre 2022 portant nomination d'un ministre d'Etat ;

Vu le Décret n°2021-0385/PT-RM du 11 juin 2021, modifié, portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le Décret n°2023-0394/PT-RM du 19 juillet 2023 fixant les intérimis des membres du Gouvernement,

STATUANT EN CONSEIL DES MINISTRES,

DECRETE :

Article 1er : Monsieur **Amedé KAMATE**, N°Mle 0104-611.B, Ingénieur de l'Agriculture et du Génie rural, est nommé **Directeur général** de l'Office Riz Ségou.

Article 2 : Le présent décret, qui abroge le Décret n°2015-0381/P-RM du 22 mai 2015 portant nomination de Monsieur **Salif SANGARE**, N°Mle 459-16.T, Assistant de Recherche, en qualité de **Directeur général** de l'Office Riz Ségou, sera enregistré et publié au Journal officiel.

Bamako, le 16 octobre 2023

**Le Président de la Transition,
Chef de l'Etat,
Colonel Assimi GOITA**

**Le Premier ministre,
Choguel Kokalla MAIGA**

**Le ministre de l'Agriculture,
Lassine DEMBELE**

**Le ministre de l'Elevage et de la Pêche,
ministre de l'Economie et des Finances
par intérim,
Youba BA**

**DECRET N°2023-0620/PT-RM DU 16 OCTOBRE
2023 PORTANT NOMINATION DU DIRECTEUR
GENERAL DE L'OFFICE DE LA HAUTE VALLEE
DU NIGER**

**LE PRESIDENT DE LA TRANSITION, CHEF DE
L'ETAT,**

Vu la Constitution ;

Vu la Charte de la Transition ;

Vu la Loi n°2022-001 du 25 février 2022 portant révision
de la Charte de la Transition ;

Vu la Loi n° 90-110/AN-RM du 18 octobre 1990, modifiée,
portant principes fondamentaux de la création, de
l'organisation et du fonctionnement des établissements
publics à caractère administratif ;

Vu la Loi n°2014-049 du 19 septembre 2014 portant
principes fondamentaux de la création, de l'organisation
et du contrôle des services publics ;

Vu l'Ordonnance n°91-048/PCTSP du 21 août 1991 portant
création de l'Office de la Haute Vallée du Niger ;

Vu le Décret n°142/PG-RM du 14 août 1975, modifié,
fixant les conditions et modalités d'octroi des indemnités
allouées aux fonctionnaires et agents de l'Etat ;

Vu le Décret n°204/PG-RM du 21 août 1985 déterminant
les modalités de gestion et de contrôle des structures des
services publics ;

Vu le Décret n°91-201/PM-RM du 24 août 1991, modifié,
fixant l'organisation et les modalités de fonctionnement
de l'Office de la Haute Vallée du Niger ;

Vu le Décret n°2014-0837/P-RM du 10 novembre 2014,
modifié, fixant les taux mensuels de certaines primes et
indemnités allouées aux fonctionnaires et agents de l'Etat ;

Vu le Décret n°2021-0361/PT-RM du 07 juin 2021 portant
nomination du Premier ministre ;

Vu le Décret n°2022-0752/PT-RM du 04 décembre 2022
portant nomination d'un ministre d'Etat ;

Vu le Décret n°2021-0385/PT-RM du 11 juin 2021,
modifié, portant nomination des membres du
Gouvernement ;

Vu le Décret n°2023-0394/PT-RM du 19 juillet 2023 fixant
les intérim des membres du Gouvernement,

STATUANT EN CONSEIL DES MINISTRES,

DECRETE :

Article 1er : Monsieur **Zan BOUARE**, N°Mle 916-99.Y,
Ingénieur de l'Agriculture et du Génie rural, est nommé
Directeur général de l'Office de la Haute Vallée du Niger.

Article 2 : Le présent décret, qui abroge le Décret n°2019-
0272/P-RM du 02 avril 2019 portant nomination de
Monsieur **N°Diogou DIALLO**, N°Mle 488-63.X,
Ingénieur de l'Agriculture et du Génie rural, en qualité de
Directeur général de l'Office de la Haute Vallée du Niger,
sera enregistré et publié au Journal officiel.

Bamako, le 16 octobre 2023

**Le Président de la Transition,
Chef de l'Etat,
Colonel Assimi GOITA**

**Le Premier ministre,
Choguel Kokalla MAIGA**

**Le ministre de l'Agriculture,
Lassine DEMBELE**

**Le ministre de l'Elevage et de la Pêche,
ministre de l'Economie et des Finances
par intérim,
Youba BA**

**DECRET N°2023-0621/PT-RM DU 16 OCTOBRE
2023 PORTANT NOMINATION DU DIRECTEUR
GENERAL DE L'OFFICE DE DEVELOPPEMENT
RURAL DE SELINGUE**

**LE PRESIDENT DE LA TRANSITION, CHEF DE
L'ETAT,**

Vu la Constitution ;

Vu la Charte de la Transition ;

Vu la Loi n°2022-001 du 25 février 2022 portant révision
de la Charte de la Transition ;

Vu la Loi n° 90-110/AN-RM du 18 octobre 1990, modifiée,
portant principes fondamentaux de la création, de
l'organisation et du fonctionnement des établissements
publics à caractère administratif ;

Vu la Loi n°2014-049 du 19 septembre 2014 portant principes fondamentaux de la création, de l'organisation et du contrôle des services publics ;

Vu l'Ordonnance n°96-042/P-RM du 07 août 1996 portant création de l'Office de Développement rural de Sélingué ;

Vu le Décret n°142/PG-RM du 14 août 1975, modifié, fixant les conditions et modalités d'octroi des indemnités allouées aux fonctionnaires et agents de l'Etat ;

Vu le Décret n°204/PG-RM du 21 août 1985 déterminant les modalités de gestion et de contrôle des structures des services publics ;

Vu le Décret n°96-221/P-RM du 21 août 1996 fixant l'organisation et les modalités de fonctionnement de l'Office de Développement rural de Sélingué ;

Vu le Décret n°2014-0837/P-RM du 10 novembre 2014, modifié, fixant les taux mensuels de certaines primes et indemnités allouées aux fonctionnaires et agents de l'Etat ;

Vu le Décret n°2021-0361/PT-RM du 07 juin 2021 portant nomination du Premier ministre ;

Vu le Décret n°2022-0752/PT-RM du 04 décembre 2022 portant nomination d'un ministre d'Etat ;

Vu le Décret n°2021-0385/PT-RM du 11 juin 2021, modifié, portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le Décret n°2023-0394/PT-RM du 19 juillet 2023 fixant les intérim des membres du Gouvernement,

STATUANT EN CONSEIL DES MINISTRES,

DECRETE :

Article 1er : Monsieur **Lanciné DOUMBIA**, N°Mle 441-46.C, Ingénieur de l'Agriculture et du Génie rural, est nommé **Directeur général** de l'Office de Développement rural de Sélingué.

Article 2 : Le présent décret, qui abroge le Décret n°2021-0825/PT-RM du 22 novembre 2021 portant nomination de Monsieur **Lassine DEMBELE**, N°Mle 488-56.N, Ingénieur de l'Agriculture et du Génie rural, en qualité de **Directeur général** de l'Office de Développement rural de Sélingué, sera enregistré et publié au Journal officiel.

Bamako, le 16 octobre 2023

**Le Président de la Transition,
Chef de l'Etat,
Colonel Assimi GOITA**

**Le Premier ministre,
Choguel Kokalla MAIGA**

**Le ministre de l'Agriculture,
Lassine DEMBELE**

**Le ministre de l'Elevage et de la Pêche,
ministre de l'Economie et des Finances
par intérim,
Youba BA**

**DECRET N°2023-0622/PT-RM DU 16 OCTOBRE
2023 PORTANT NOMINATION A L'INSPECTION
DE L'AGRICULTURE**

**LE PRESIDENT DE LA TRANSITION, CHEF DE
L'ETAT,**

Vu la Constitution ;

Vu la Charte de la Transition ;

Vu la Loi n°2022-001 du 25 février 2022 portant révision de la Charte de la Transition ;

Vu la Loi n°2014-049 du 19 septembre 2014 portant principes fondamentaux de la création, de l'organisation et du contrôle des services publics ;

Vu l'Ordonnance n°08-003/P-RM du 28 mars 2008 portant création de l'Inspection de l'Agriculture ;

Vu le Décret n°01-155/P-RM du 29 mars 2001 fixant les taux des indemnités et primes allouées au personnel de contrôle du Contrôle général des Services publics et des Inspections des départements ministériels ;

Vu le Décret n°08-211/P-RM du 08 avril 2008 fixant l'organisation et les modalités de fonctionnement de l'Inspection de l'Agriculture ;

Vu le Décret n°08-221/P-RM du 08 avril 2008 déterminant le cadre organique de l'Inspection de l'Agriculture ;

Vu le Décret n°2021-0361/PT-RM du 07 juin 2021 portant nomination du Premier ministre ;

Vu le Décret n°2022-0752/PT-RM du 04 décembre 2022 portant nomination d'un ministre d'Etat ;

Vu le Décret n°2021-0385/PT-RM du 11 juin 2021, modifié, portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le Décret n°2023-0394/PT-RM du 19 juillet 2023 fixant les intérim des membres du Gouvernement,

STATUANT EN CONSEIL DES MINISTRES,

DECRETE :

Article 1er : Sont nommés à l'Inspection de l'Agriculture, en qualité de :

Inspecteur en Chef :

- Madame **Nassarata BAGAYOKO**, N°Mle 982-10.X, Administrateur civil ;

Inspecteurs :

- Monsieur **Noumpa GOITA**, N°Mle 0104-610.A, Ingénieur de l'Agriculture et du Génie rural ;

- Monsieur **Boubacar Sidiki DAOU**, N°Mle 776-65.J, Ingénieur de l'Agriculture et du Génie rural.

Article 2 : Le présent décret, qui abroge le Décret n°2019-0274/P-RM du 02 avril 2019 portant nomination de Monsieur **Lansina DIARRA**, N°Mle 459-36.R, Ingénieur de l'Agriculture et du Génie rural, en qualité d'**Inspecteur en Chef** de l'Agriculture, sera enregistré et publié au Journal officiel.

Bamako, le 16 octobre 2023

**Le Président de la Transition,
Chef de l'Etat,
Colonel Assimi GOITA**

**Le Premier ministre,
Choguel Kokalla MAIGA**

**Le ministre de l'Agriculture,
Lassine DEMBELE**

**Le ministre de l'Elevage et de la Pêche,
ministre de l'Economie et des Finances
par intérim,
Youba BA**

**DECRET N°2023-0623/PT-RM DU 16 OCTOBRE
2023 PORTANT REVOCATION D'UN MAGISTRAT**

**LE PRESIDENT DE LA TRANSITION, CHEF DE
L'ETAT,**

Vu la Constitution ;

Vu la Charte de la Transition ;

Vu la Loi n°2022-001 du 25 février 2022 portant révision de la Charte de la Transition ;

Vu la Loi organique n°03-033 du 07 octobre 2003 fixant l'organisation, la composition, les attributions et le fonctionnement du Conseil supérieur de la Magistrature ;

Vu la Loi n°02-054 du 16 décembre 2002, modifiée, portant statut de la Magistrature ;

Vu la Décision n°001/2023-CSM-CD-P du 19 septembre 2023 du Conseil supérieur de la Magistrature ;

Vu la Décision n°002/2023-CSM-CD-P du 19 septembre 2023 du Conseil supérieur de la Magistrature,

DECRETE :

Article 1er : Monsieur **Dramane DIARRA**, N°Mle 0111-278 C, Magistrat de premier grade, est révoqué de la Magistrature sans suppression de droit à pension.

Article 2 : Le présent décret abroge le Décret n°2023-0579/PT-RM du 03 octobre 2023 portant révocation d'un Magistrat.

Article 3 : Le présent décret, qui prend effet à compter du **03 octobre 2023**, sera enregistré et publié au Journal officiel.

Bamako, le 16 octobre 2023

**Le Président de la Transition,
Chef de l'Etat,
Colonel Assimi GOITA**

**DECRET N°2023-0624/PT-RM DU 16 OCTOBRE
2023 PORTANT ATTRIBUTION DE DISTINCTION
HONORIFIQUE, A TITRE ETRANGER**

**LE PRESIDENT DE LA TRANSITION, CHEF DE
L'ETAT,**

Vu la Constitution ;

Vu la Charte de la Transition ;

Vu la Loi n°2022-001 du 25 février 2022 portant révision de la Charte de la Transition ;

Vu la Loi n°63-31/AN-RM du 31 mai 1963 portant création d'Ordres nationaux ;

Vu le Décret n°2019-1008/P-RM du 24 décembre 2019 portant création, organisation et fonctionnement de la Grande Chancellerie des Ordres nationaux du Mali,

DECRETE :

Article 1er : La Médaille de l'Etoile d'Argent du Mérite national avec effigie « Lion Debout » est décernée, à titre étranger, au Colonel-major **Fethi YOUSFI**, Attaché de Défense de la Tunisie au Mali.

Article 2 : Le Grand Chancelier des Ordres nationaux du Mali est chargé de l'exécution du présent décret qui sera enregistré et publié au Journal officiel.

Bamako, le 16 octobre 2023

**Le Président de la Transition,
Chef de l'Etat,
Colonel Assimi GOITA**

DECRET N°2023-0625/PT-RM DU 16 OCTOBRE 2023 PORTANT ATTRIBUTION DE DISTINCTION HONORIFIQUE, A TITRE ETRANGER

LE PRESIDENT DE LA TRANSITION, CHEF DE L'ETAT,

Vu la Constitution ;

Vu la Charte de la Transition ;

Vu la Loi n°2022-001 du 25 février 2022 portant révision de la Charte de la Transition ;

Vu la Loi n°63-31/AN-RM du 31 mai 1963 portant création d'Ordres nationaux ;

Vu le Décret n°2019-1008/P-RM du 24 décembre 2019 portant création, organisation et fonctionnement de la Grande Chancellerie des Ordres nationaux du Mali,

DECRETE :

Article 1er : Les personnalités de la Société BAYKAR dont les noms suivent, sont nommées au grade d'**Officier de l'Ordre national du Mali, à titre étranger :**

1. Monsieur **Selçuk BAYRAKTAR**, Ingénieur turc ;
2. Monsieur **Lütfü Haluk BAYRAKTAR**, Président Directeur Général de BAYKAR.

Article 2 : Le Grand Chancelier des Ordres nationaux du Mali est chargé de l'exécution du présent décret qui sera enregistré et publié au Journal officiel.

Bamako, le 16 octobre 2023

**Le Président de la Transition,
Chef de l'Etat,
Colonel Assimi GOITA**

DECRET N°2023-0626/PT-RM DU 16 OCTOBRE 2023 PORTANT ATTRIBUTION DE DISTINCTION HONORIFIQUE, A TITRE ETRANGER

LE PRESIDENT DE LA TRANSITION, CHEF DE L'ETAT,

Vu la Constitution ;

Vu la Charte de la Transition ;

Vu la Loi n°2022-001 du 25 février 2022 portant révision de la Charte de la Transition ;

Vu la Loi n°63-31/AN-RM du 31 mai 1963 portant création d'Ordres nationaux ;

Vu le Décret n°2019-1008/P-RM du 24 décembre 2019 portant création, organisation et fonctionnement de la Grande Chancellerie des Ordres nationaux du Mali,

DECRETE :

Article 1er : Les personnalités de la Société BAYKAR dont les noms suivent, sont nommées au grade de **Chevalier de l'Ordre national du Mali, à titre étranger :**

1. Monsieur **Esref EVLIYAOGU**, Chef du Développement des Affaires de BAYKAR ;
2. Monsieur **Adem CAN**, Chef de Projet de BAYKAR.

Article 2 : Le Grand Chancelier des Ordres nationaux du Mali est chargé de l'exécution du présent décret qui sera enregistré et publié au Journal officiel.

Bamako, le 16 octobre 2023

**Le Président de la Transition,
Chef de l'Etat,
Colonel Assimi GOITA**

DECRET N°2023-0627/PT-RM DU 17 OCTOBRE 2023 PORTANT ABROGATION DU DECRET N°2021-0978/PT-RM DU 31 DECEMBRE 2021 PORTANT NOMINATION DU DIRECTEUR GENERAL DE L'AGENCE NATIONALE DE L'AVIATION CIVILE

LE PRESIDENT DE LA TRANSITION, CHEF DE L'ETAT,

Vu la Constitution ;

Vu la Charte de la Transition ;

Vu la Loi n°2022-001 du 25 février 2022 portant révision de la Charte de la Transition ;

Vu le Décret n°2021-0361/PT-RM du 07 juin 2021 portant nomination du Premier ministre ;

Vu le Décret n°2022-0752/PT-RM du 04 décembre 2022 portant nomination d'un ministre d'Etat ;

Vu le Décret n°2021-0385/PT-RM du 11 juin 2021, modifié, portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le Décret n°2023-0394/PT-RM du 19 juillet 2023 fixant les intérim des membres du Gouvernement,

STATUANT EN CONSEIL DES MINISTRES,

DECRETE :

Article 1er : Le Décret n°2021-0978/PT-RM du 31 décembre 2021 portant nomination du Colonel **Drissa KONE**, en qualité de **Directeur général** de l'Agence nationale de l'Aviation civile, est abrogé.

Article 2 : Le présent décret sera enregistré et publié au Journal officiel.

Bamako, le 17 octobre 2023

**Le Président de la Transition,
Chef de l'Etat,
Colonel Assimi GOITA**

**Le Premier ministre,
Choguel Kokalla MAIGA**

**Le ministre de l'Urbanisme, de l'Habitat, des
Domaines, de l'Aménagement du Territoire et de
la Population,
ministre des Transports et des Infrastructures par
intérim,
Imirane Abdoulaye TOURE**

**Le ministre de l'Elevage et de la Pêche,
ministre de l'Economie et des Finances par intérim,
Youba BA**

**DECRET N°2023-0628/PT-RM DU 17 OCTOBRE
2023 FIXANT LE CADRE ORGANIQUE DES
SERVICES PROPRES DE LA CIRCONSCRIPTION
ADMINISTRATIVE DISTRICT DE BAMAKO**

**LE PRESIDENT DE LA TRANSITION, CHEF DE
L'ETAT,**

Vu la Loi n°02-053 du 16 décembre 2002, modifiée, portant statut général des fonctionnaires ;

Vu la Loi n°2012-006 du 23 janvier 2012, modifiée, portant principes fondamentaux de l'organisation administrative du Territoire ;

Vu la Loi n°2012-017 du 2 mars 2012 portant création de circonscriptions administratives en République du Mali ;

Vu la Loi n°2014-049 du 19 septembre 2014 portant principes fondamentaux de la création, de l'organisation et du contrôle des services publics ;

Vu la Loi n°2017-052 du 02 octobre 2017, modifiée, déterminant les conditions de la libre administration des Collectivités territoriales ;

Vu l'Ordonnance n°2018-018/P-RM du 31 juillet 2018, ratifiée, portant statut du corps préfectoral ;

Vu la Loi n°2023-004 du 13 mars 2023 portant code des collectivités territoriales ;

Vu la Loi n°2023-005 du 13 mars 2023 portant Statut Particulier du District de Bamako ;

Vu le Décret n°179/PG-RM du 23 juillet 1985 fixant les conditions et procédures d'élaboration et de gestion des cadres organiques ;

Vu le Décret n°2018-0672/P-RM du 16 août 2018 fixant les modalités d'application du Statut du Corps préfectoral ;

Vu le Décret n°2023-0606/PT-RM du 13 octobre 2023 fixant l'organisation et les attributions des services propres du District de Bamako ;

Vu le Décret n°2021-0361/PT-RM du 07 juin 2021 portant nomination du Premier ministre ;

Vu le Décret n°2022-0752/PT-RM du 04 décembre 2022 portant nomination d'un ministre d'Etat ;

Vu le Décret n°2021-0385/PT-RM du 11 juin 2021, modifié, portant nomination des membres du Gouvernement,

STATUANT EN CONSEIL DES MINISTRES,

DECRETE :

Article 1er : Le cadre organique (structures et effectifs) des services propres de la circonscription administrative District de Bamako est fixé comme suit :

Structures-emplois	Cadres, Corps	Catégories	Effectifs/années				
			I	II	III	IV	V
Gouverneur du District	Membre du Corps préfectoral / Administrateur civil, Officier supérieur et Général des Forces armées et de Sécurité	A	1	1	1	1	1
<u>Cabinet</u>							
Directeur de Cabinet	Membre du Corps préfectoral / Administrateur civil	A	1	1	1	1	1
Conseiller aux Affaires administratives et juridiques	Membre du Corps préfectoral / Administrateur civil	A	1	1	1	1	1
Conseiller aux Affaires économiques et financières	Membre du Corps préfectoral / Administrateur civil, Inspecteur des Finances, Inspecteur du Trésor, Inspecteur des services économiques, Inspecteur des Impôts, Planificateur, Ingénieurs de la Statistique, Ingénieur informaticien	A	1	1	1	1	1
Conseiller aux Affaires sociales et culturelles	Inspecteur du travail et de la Sécurité sociale, Administrateur des Arts et de la Culture, Administrateur de l'Action sociale, Membre du corps préfectoral, Administrateur civils	A	1	1	1	1	1
Conseiller à la Sécurité et à la Protection civile	Membre du Corps préfectoral / Administrateur civil, Officier supérieur des Forces armées, Commissaire supérieur, Officier supérieur Sapeur-pompier	A	1	1	1	1	1
Attaché de presse	Journaliste et Réalisateur, Professeur de l'enseignement secondaire	A	1	1	1	1	1
<u>Secrétariat particulier</u>							
Secrétaire particulier	Secrétaire d'Administration, Attaché d'Administration, Adjoint d'Administration	B2/B1	1	1	1	1	1
<u>Secrétariat</u>							
Chef du secrétariat général	Secrétaire d'Administration, Attaché d'Administration	B2/B1	1	1	1	1	1
Chargé de Courrier	Secrétaire d'Administration, Attaché d'Administration, Adjoint d'Administration	B2/B1/C	2	2	2	2	2

Secrétaire	Secrétaire d'Administration, Attaché d'Administration, Adjoint d'Administration	B2/B1/C	2	3	3	3	4
Agent de saisie	Contractuel	-	2	2	2	2	2
Standardiste	Contractuel	-	1	1	1	2	2
Chauffeur	Contractuel	-	3	3	3	4	4
Planton	Contractuel	-	3	3	3	4	4
Mancœuvre	Contractuel	-	2	2	3	3	3
<u>Service de Protocole</u>							
Chargé de Protocole	Professeur de l'enseignement secondaire, Journaliste-Réalisateur, Secrétaire d'Administration, Technicien supérieur des Ressources humaines, Technicien des Ressources humaines, Attaché d'Administration	A/B2/B1	1	2	2	2	2
<u>Bureau d'accueil et d'orientation</u>							
Chef de bureau	Administrateur des Ressources humaines, Journaliste-Réalisateur, Administrateur de l'Action sociale, Technicien supérieur des Ressources humaines, Secrétaire d'Administration, Technicien des Ressources humaines, Attaché d'Administration, Technicien de l'Information, Maître d'Enseignement fondamental	A/B2/B1	1	1	1	1	1
Agent d'accueil	Technicien supérieur des Ressources humaines, Secrétaire d'Administration, Technicien des Ressources humaines, Attaché d'Administration, Adjoint d'Administration	B2/B1/C	1	1	1	2	2

<u>Centre de Documentation, d'Informatique et des Archives</u>							
Chef de Centre	Membre du Corps préfectoral/Administrateur civil, Administrateur des Ressources humaines, Administrateur des Arts et de la Culture, Ingénieur informaticien, Technicien supérieur des Ressources humaines, Secrétaire d'Administration, Maître d'Enseignement fondamental, Technicien des Arts et de la Culture, Technicien de l'Information, Technicien des Ressources humaines, Attaché d'Administration	A/B2/B1	1	1	1	1	1
Chargé de la documentation	Technicien supérieur des Ressources humaines, Techniciens des Arts et de la Culture, Secrétaire d'Administration, Technicien des Ressources humaines, Attaché d'Administration	B2/B1/C	1	1	1	2	2
Chargé de l'Informatique	Technicien de l'Informatique, Agent Technique de l'Informatique	B2/B1/C	1	1	1	1	1
Chargé des archives	Aide-Documentaliste,	Contractuel	1	1	1	1	1
	Aide Archiviste,	Contractuel	1	1	1	1	1
	Aide-bibliothécaire	Contractuel	1	1	1	1	1
<u>Réseau Administratif de Transmission</u>							
Agent de transmission	Sous-officier, Technicien supérieur des Ressources humaines, Secrétaire d'Administration, Attaché d'Administration, Technicien des Ressources humaines, Adjoint d'Administration	B2/B1/C	2	2	2	2	2
<u>Service d'Entretien et de Maintenance</u>							
Chef de service	Ingénieur des Constructions civiles, Ingénieur de l'Industrie et des Mines, Technicien des Constructions civiles, Technicien de l'Industrie et des Mines	A/B2/B1	1	1	1	1	1

Chargé de l'entretien et de la maintenance	Technicien des Constructions civiles, Technicien de l'Industrie et des Mines, Agent Technique des Constructions civiles, Agent Technique de l'Industrie et des Mines	B2/B1/C	1	1	1	1	1
Chargé du suivi des prestataires	Technicien des Constructions civiles, Technicien de l'Industrie et des Mines, Agent Technique des Constructions civiles, Agent Technique de l'Industrie et des Mines	B2/B1/C	1	1	1	1	1
<u>Bureau des Affaires Administratives</u>							
Chef de Bureau	Membre du Corps préfectoral/ Administrateur civil, Administrateur des Ressources humaines, Professeur, Secrétaire d'Administration	A/B2	1	1	1	1	1
Chargé des Affaires Administratives Générales et de la Décentralisation	Membre du Corps préfectoral/ Administrateur civil, Administrateur des Ressources Humaines, Technicien Supérieur des Ressources Humaines, Secrétaire d'Administration, Technicien des Ressources Humaines, Attaché d'Administration	A/B2/B1	1	1	1	1	1
Chargé de l'organisation générale du Territoire	Membre du Corps préfectoral / Administrateur Civil, Professeur d'Enseignement Secondaire, Secrétaire d'Administration, Attaché d'Administration	A/B2/B1	1	1	1	1	1
Chargé du Personnel	Administrateur des Ressources Humaines, Technicien Supérieur des Ressources Humaines, Secrétaire d'Administration, Technicien des Ressources Humaines, Attaché d'Administration	A/B2/B1	1	1	1	1	1

<u>Bureau des Affaires Politiques et Religieuses</u>	Membre du Corps préfectoral/ Administrateur Civil, Administrateur des Ressources Humaines, Administrateur des Arts et de la Culture, Professeur, Administrateur de l'Action Sociale, Secrétaire d'Administration	A/B2	1	1	1	1	1
Chef de Bureau							
Chargé des Partis Politiques et des Elections	Membre du Corps préfectoral / Administrateur Civil, Professeur, Secrétaire d'Administration, Attaché d'Administration, Maître d'Enseignement Fondamental	A/B2/B1	1	1	1	1	1
Chargé des Affaires Religieuses et Cultuelles	Administrateur de l'Action Sociale, Administrateur des Ressources Humaines, Administrateur des Arts et de la Culture, Professeur, Secrétaire d'Administration, Technicien Supérieur des Ressources Humaines, Attaché d'Administration	A/B2/B1	1	1	1	1	1
Chargé de la Vie Associative et de la Presse	Membre du Corps préfectoral, Administrateur civil, Administrateur de l'Action sociale, Journaliste-réalisateur, Technicien de l'information, Professeur, Secrétaire d'Administration, Attaché d'Administration	A/B2/B1	1	1	1	1	1
<u>Bureau des Affaires Economiques et Financières</u>	Inspecteur des Finances, Inspecteur des Services Economiques, Inspecteur des Impôts, Inspecteur du Trésor, Contrôleur des Finances, Contrôleur des Services Economiques, Contrôleur des Impôts, Contrôleur du Trésor	A/B2	1	1	1	1	1
Chef de Bureau							
Chargé du Budget National	Inspecteur des Finances, Inspecteur des Services Economiques, Inspecteur des Impôts, Inspecteur du Trésor, Planificateur, Contrôleur des Finances, Contrôleur des Services Economiques, Contrôleur des Impôts, Contrôleur du Trésor	A/B2/B1	1	1	1	1	1

Chargé des programmes et projets nationaux de développement	Inspecteur des Finances, Inspecteur des Services Economiques, Inspecteur des Impôts, Inspecteur du Trésor, Planificateur, Contrôleur des Finances, Contrôleur des Services Economiques, Contrôleur des Impôts, Contrôleur du Trésor	A/B2/B1	1	1	1	1	1
Chargé des programmes, budgets et comptes des Arrondissements de la Collectivité territoriale District de Bamako	Inspecteur des Finances, Inspecteur des Services Economiques, Inspecteur des Impôts, Inspecteur du Trésor, Planificateur, Contrôleur des Finances, Contrôleur des Services Economiques, Contrôleur des Impôts, Contrôleur du Trésor.	A/B2/B1	1	1	1	1	1
<u>Bureau des Infrastructures et Equipements</u>							
Chef de Bureau	Ingénieur des Constructions Civiles, Ingénieur d'Agriculture et du Génie Rural, Ingénieur Informaticien, Planificateur, Technicien d'Agriculture et du Génie Rural, Technicien des Constructions Civiles, Technicien en Informatique	A/B2	1	1	1	1	1
Chargé de la Conception, de l'Exécution et du Suivi des Infrastructures	Ingénieur des Constructions Civiles, Ingénieur d'Agriculture et du Génie Rural, Ingénieur Informaticien, Planificateur, Technicien d'Agriculture et du Génie Rural, Technicien des Constructions Civiles, Technicien en Informatique	A/B2	1	1	1	1	1
Chargé de l'Appui Conseil en matière de maîtrise d'ouvrage et d'équipement	Ingénieur des Constructions Civiles, Ingénieur d'Agriculture et du Génie Rural, Ingénieur Informaticien, Planificateur, Technicien d'Agriculture et du Génie Rural, Technicien des Constructions Civiles, Technicien en Informatique	A/B2/B1	1	1	1	1	1

<u>Bureau des affaires sociales et culturelles</u>							
Chef de Bureau	Inspecteur du travail et de la sécurité sociale, Professeur d'enseignement secondaire, Contrôleur du travail et de la sécurité sociale	A/B2	1	1	1	1	1
Chargé des affaires sociales	Inspecteur du travail et de la sécurité sociale, Professeur d'enseignement secondaire, Contrôleur du travail et de la sécurité sociale	A/B2	1	1	1	1	1
Chargé des affaires culturelles	Inspecteur du travail et de la sécurité sociale, Professeur d'enseignement secondaire, Contrôleur du travail et de la sécurité sociale	A/B2	1	1	1	1	1
<u>Bureau de la Sécurité et de la Protection Civile</u>							
Chef de Bureau	Officier subalterne sapeur-pompier, Officier subalterne des forces armées, Commissaire subalterne de la Police	A	1	1	1	1	1
Chargé de la Sécurité et du maintien d'ordre	Sous-Officier supérieur sapeur-pompier, Sous-Officier supérieur des forces armées, Sous-Officier supérieur de Police	A	1	1	1	1	1
Chargé de la Protection Civile	Sous-Officier supérieur sapeur-pompier, Sous-Officier supérieur des forces armées, Sous-Officier supérieur de Police	A	1	1	1	1	1
			59	61	62	67	68

Article 2 : Le ministre d'Etat, ministre de l'Administration territoriale et de la Décentralisation, le ministre de l'Economie et des Finances, le ministre du Travail, de la Fonction publique et du Dialogue social sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera enregistré et publié au Journal officiel.

Bamako, le 17 octobre 2023

**Le Président de la Transition,
Chef de l'Etat,
Colonel Assimi GOITA**

**Le Premier ministre,
Choguel Kokalla MAIGA**

**Le ministre d'Etat, ministre de
l'Administration territoriale et de la
Décentralisation,
Colonel Abdoulaye MAIGA**

**Le ministre de l'Economie
et des Finances,
Alousséni SANOU**

**Le ministre du Travail, de la Fonction
publique et du Dialogue social,
Fassoun COULIBALY**

**DECRET N°2023-0629/PT-RM DU 17 OCTOBRE
2023 FIXANT LE CADRE ORGANIQUE DES
SERVICES PROPRES DES ARRONDISSEMENTS
DU DISTRICT**

**LE PRESIDENT DE LA TRANSITION, CHEF DE
L'ETAT,**

Vu la Constitution ;

Vu la Charte de la Transition ;

Vu la Loi n°2022-001 du 25 février 2022 portant révision de la Charte de la Transition ;

Vu la Loi n°02-053 du 16 décembre 2002, modifiée, portant statut général des fonctionnaires ;

Vu la Loi n°2012-006 du 23 janvier 2012, modifiée, portant principes fondamentaux de l'organisation administrative du Territoire ;

Vu la Loi n°2012-017 du 2 mars 2012 portant création de Circonscriptions administratives en République du Mali ;

Vu la Loi n°2014-049 du 19 septembre 2014 portant principes fondamentaux de la création, de l'organisation et du contrôle des services publics ;

Vu la Loi n°2017-052 du 02 octobre 2017, modifiée, déterminant les conditions de la libre administration des Collectivités territoriales ;

Vu l'Ordonnance n°2018-018/P-RM du 31 juillet 2018, ratifiée, portant statut du corps préfectoral ;

Vu la Loi n°2023-004 du 13 mars 2023 portant code des collectivités territoriales ;

Vu la Loi n°2023-005 du 13 mars 2023 portant Statut Particulier du District de Bamako ;

Vu le Décret n°179/PG-RM du 23 juillet 1985 fixant les conditions et procédures d'élaboration et de gestion des cadres organiques ;

Vu le Décret n°2018-0672/P-RM du 16 août 2018 fixant les modalités d'application du Statut du corps préfectoral ;

Vu le Décret n°2023-0606/PT-RM du 13 octobre 2023 fixant l'organisation et les attributions des services propres des Circonscriptions administratives du District de Bamako ;

Vu le Décret n°2021-0361/PT-RM du 07 juin 2021 portant nomination du Premier ministre ;

Vu le Décret n°2022-0752/PT -RM du 04 décembre 2022 portant nomination d'un ministre d'Etat ;

Vu le Décret n°2021-0385/PT-RM du 11 juin 2021, modifié, portant nomination des membres du Gouvernement,

STATUANT EN CONSEIL DES MINISTRES,

DECRETE :

Article 1er : Le cadre organique (structures et effectifs) des services propres des arrondissements du District de Bamako est fixé comme suit :

Structures-emplois	Cadres, Corps	Catégories	Effectifs/années				
			I	II	III	IV	V
Sous-préfet	Membre du Corps préfectoral/ Administrateur civil, Secrétaire d'Administration, Attaché d'Administration	A/B2/B1	1	1	1	1	1
Secrétaire Général	Membre du Corps préfectoral/ Administrateur civil, Administrateur des Ressources humaines, Secrétaire d'Administration, Technicien supérieur des Ressources humaines, Attaché d'Administration, Technicien des Ressources humaines	A/B2/B1	1	1	1	1	1

Secrétaire particulier	Attaché d'Administration, Adjoint d'Administration	B1/C	1	1	1	1	1
Chargé des relations avec les Délégations du District	Membre du Corps préfectoral/ Administrateur civil, Secrétaire d'Administration, Attaché d'Administration	A/B2/B1	1	1	1	1	1
Chargé de l'Administration générale	Membre du Corps préfectoral/ Administrateur civil, Secrétaire d'Administration, Technicien des Ressources humaines, Attaché d'Administration	A/B2/B1	1	1	1	1	1
<u>Bureau d'accueil et d'orientation du public</u>							
Chef de bureau	Membre du Corps préfectoral/ Administrateur civil, Secrétaire d'Administration, Technicien des Ressources humaines, Attaché d'Administration	A/B2/B1	1	1	1	1	1
<u>Bureau chargé de la documentation, de l'informatique, du suivi de l'état civil et des archives</u>							
Chef de bureau	Attaché d'Administration, Adjoint d'Administration	B1/C	1	1	1	1	1
Archiviste	Aide-archiviste, Aide bibliothécaire	Contractuel	1	1	1	1	1
Agent de transmission	Contractuel	-	1	1	1	1	1
Chauffeur	Contractuel	-	1	1	1	1	1
Planton	Contractuel	-	1	1	1	1	1
Manœuvre	Contractuel	-	1	1	1	1	1
<u>Protocole</u>							
Chargé de Protocole	Sous-Officier supérieur des forces armées, Attaché d'Administration, Maître d'Enseignement Fondamental	B2/B1	1	1	1	1	1
<u>Unité de Sécurité</u>							
Chef unité sécurité	Sous-Officier supérieur sapeur-pompier, Sous-Officier supérieur des Forces armées, Sous-Officier supérieur de Police	B2/B1	1	1	1	1	1
Agent de sécurité	Militaire du rang, Policier du rang, Sapeur du Rang	-	3	3	5	6	6
			17	17	19	20	20

Article 2 : Le ministre d'Etat, ministre de l'Administration territoriale et de la Décentralisation, le ministre de la Sécurité et de la Protection civile, le ministre de l'Economie et des Finances, le ministre du Travail, de la Fonction publique et du Dialogue social sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera enregistré et publié au Journal officiel.

Bamako, le 17 octobre 2023

**Le Président de la Transition,
Chef de l'Etat,
Colonel Assimi GOITA**

**Le Premier ministre,
Choguel Kokalla MAIGA**

**Le ministre d'Etat, ministre de
l'Administration territoriale et de la
Décentralisation,
Colonel Abdoulaye MAIGA**

**Le ministre de la Sécurité
et de la Protection civile,
Général de Brigade Daoud Aly MOHAMMEDINE**

**Le ministre de l'Economie
et des Finances,
Alousséni SANOU**

**Le ministre du Travail, de la Fonction
publique et du Dialogue social,
Fassoun COULIBALY**

DECRET N°2023-0630/PT-RM DU 17 OCTOBRE 2023 PORTANT REGULARISATION DE LA SITUATION ADMINISTRATIVE D'UN FONCTIONNAIRE DE POLICE DU CORPS DES COMMISSAIRES

LE PRESIDENT DE LA TRANSITION, CHEF DE L'ETAT,

Vu la Constitution ;

Vu la Charte de la Transition ;

Vu la Loi n°2022-001 du 25 février 2022 portant révision de la Charte de la Transition ;

Vu la Loi n°2022-037 du 27 octobre 2022 portant militarisation de la Police nationale et de la Protection civile ;

Vu l'Ordonnance n°2023-015/PT-RM du 21 mars 2023, modifiée, portant statut général des Militaires,

DECRETE :

Article 1er : A titre de régularisation, la situation administrative du Commissaire de Police **Sidiki CAMARA** est régularisée conformément au tableau ci-dessous :

N°	Prénom	Nom	Ancienne situation				Nouvelle situation			
			Grade	Ech.	Ind.	Date d'effet	Grade	Ech.	Ind.	Date d'effet
01	Sidiki	CAMARA	Cre	3 ^{ème}	468	01/01/2013	CP	1 ^{er}	610	01/01/2015

Article 2 : Le présent décret, qui abroge le Décret n°2023-0054/PT-RM du 27 janvier 2023 portant régularisation de la situation administrative d'un fonctionnaire de Police du corps des Commissaires, sera enregistré et publié au Journal officiel.

Bamako, le 17 octobre 2023

**Le Président de la Transition,
Chef de l'Etat,
Colonel Assimi GOITA**

DECRET N°2023-0631/PM-RM DU 25 OCTOBRE 2023 PORTANT ABROGATION PARTIELLE DU DECRET N°2021-0311/PM-RM DU 28 AVRIL 2021 PORTANT NOMINATION AU CABINET DU PREMIER MINISTRE

LE PREMIER MINISTRE,

Vu la Constitution ;

Vu la Charte de la Transition ;

Vu la Loi n°02-001 du 25 février 2022 portant modification de la Charte de la Transition ;

Vu le Décret n°2021-0361/PT-RM du 07 juin 2021 portant nomination du Premier ministre ;

Vu le Décret n°2023-0565/PT-RM du 29 septembre 2023 portant nomination d'Inspecteurs à l'Inspection des Finances ;

DECRETE :

Article 1er : Les dispositions du Décret n°2021-0311/PM-RM du 28 avril 2021 portant nomination au Cabinet du Premier ministre sont abrogées, en ce qui concerne **Monsieur Mahamoud DRAME**, n° mle 0123-038.R, Inspecteur du Trésor, en qualité de **Conseiller technique**.

Article 2 : Le présent décret sera enregistré et publié au Journal officiel.

Bamako, le 25 octobre 2023

**Le Premier ministre,
Choguel Kokalla MAIGA**

DECRET N°2023-0632/PM-RM DU 25 OCTOBRE 2023 PORTANT ABROGATION PARTIELLE DU DECRET N°2021-0092/PM-RM DU 12 FEVRIER 2021 PORTANT NOMINATION AU CABINET DU PREMIER MINISTRE

LE PREMIER MINISTRE,

Vu la Constitution ;

Vu la Charte de la Transition ;

Vu la Loi n°02-001 du 25 février 2022 portant modification de la Charte de la Transition ;

Vu le Décret n°2021-0361/PT-RM du 07 juin 2021 portant nomination du Premier ministre ;

DECRETE :

Article 1er : Les dispositions du Décret n°2021-0092/PM-RM du 12 février 2021 portant nomination au Cabinet du Premier ministre sont abrogées, en ce qui concerne **Monsieur Abdoulaye Charles JOURDAN**, Juriste, en qualité de **Chargé de mission**.

Article 2 : Le présent décret sera enregistré et publié au Journal officiel.

Bamako, le 25 octobre 2023

**Le Premier ministre,
Choguel Kokalla MAIGA**

DECRET N°2023-0633/PM-RM DU 25 OCTOBRE 2023 PORTANT ABROGATION DU DECRET N°2021-0391/PM-RM DU 17 JUIN 2021 PORTANT NOMINATION D'UN ATTACHE DE CABINET DU PREMIER MINISTRE

LE PREMIER MINISTRE,

Vu la Constitution ;

Vu la Charte de la Transition ;

Vu la Loi n°02-001 du 25 février 2022 portant modification de la Charte de la Transition ;

Vu le Décret n°2021-0361/PT-RM du 07 juin 2021 portant nomination du Premier ministre ;

DECRETE :

Article 1er : Les dispositions du Décret n°2021-0391/PM-RM du 17 juin 2021 portant nomination de **Monsieur Cheick Amala TABOURE**, Agent socio-économique, en qualité d'**Attaché de Cabinet** du Premier ministre, sont abrogées.

Article 2 : Le présent décret sera enregistré et publié au Journal officiel.

Bamako, le 25 octobre 2023

Le Premier ministre,
Choguel Kokalla MAIGA

DECRET N°2023-0634/PT-RM DU 26 OCTOBRE 2023 PORTANT RATIFICATION DE L'ACCORD DE FINANCEMENT, SIGNE A ROME (ITALIE), LE 16 FEVRIER 2023, ENTRE LE GOUVERNEMENT DE LA REPUBLIQUE DU MALI ET LE FONDS INTERNATIONAL DE DEVELOPPEMENT AGRICOLE (FIDA), RELATIF AU DEUXIEME PROJET DE FORMATION PROFESSIONNELLE, INSERTION ET APPUI A L'ENTREPRENEURIAT DES JEUNES RURAUX-FIER II

LE PRESIDENT DE LA TRANSITION, CHEF DE L'ETAT,

Vu la Constitution ;

Vu la Charte de la Transition ;

Vu la Loi n°2022-001 du 25 février 2022 portant révision de la Charte de la Transition ;

Vu la Loi n°2023-050 du 05 octobre 2023 autorisant la ratification de l'Accord de financement, signé à Rome (Italie), le 16 février 2023, entre le Gouvernement de la République du Mali et le Fonds international de Développement agricole (FIDA), relatif au deuxième Projet de Formation professionnelle, Insertion et Appui à l'Entrepreneuriat des Jeunes ruraux-FIER II ;

Vu le Décret n°10-718/P-RM du 31 décembre 2010 relatif à la conclusion des Traités ;

Vu le Décret n°2021-0361/PT-RM du 07 juin 2021 portant nomination du Premier ministre ;

Vu le Décret n°2022-0752/PT-RM du 04 décembre 2022 portant nomination d'un ministre d'Etat ;

Vu le Décret n°2021-0385/PT-RM du 11 juin 2021, modifié, portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le Décret n°2023-0394/PT-RM du 19 juillet 2023 fixant les intérim des membres du Gouvernement,

STATUANT EN CONSEIL DES MINISTRES,

DECRETE :

Article 1er : Est ratifié, l'Accord de financement d'un montant de 30 millions 932 mille (30 932 000) Euros, soit 20 milliards 290 millions 61 mille 924 (20 290 061 924) francs CFA , pour le prêt A et d'un montant de 7 millions 733 mille (7 733 000) Euros, soit 5 milliards 72 millions 515 mille 481 (5 072 515 481) francs CFA, pour le prêt B, signé à Rome (Italie), le 16 février 2023, entre le Gouvernement de la République du Mali et le Fonds international de Développement agricole (FIDA), relatif au deuxième Projet de Formation professionnelle, Insertion et Appui à l'Entrepreneuriat des Jeunes ruraux-FIER II.

Article 2 : Le présent décret sera enregistré et publié au Journal officiel.

Bamako, le 26 octobre 2023

Le Président de la Transition,
Chef de l'Etat,
Colonel Assimi GOITA

Le Premier ministre,
Choguel Kokalla MAIGA

Le ministre des Affaires étrangères
et de la Coopération internationale,
Abdoulaye DIOP

Le ministre de l'Elevage et de la Pêche,
ministre de l'Economie
et des Finances par intérim,
Youba BA

Le ministre de l'Artisanat, de la Culture, de
l'Industrie hôtelière et du Tourisme,
ministre de la Jeunesse et des Sports,
chargé de l'Instruction civique et de la
Construction citoyenne par intérim,
Andogoly GUINDO

Le ministre de l'Elevage et de la Pêche,
ministre de l'Agriculture par intérim,
Youba BA

Le ministre du Travail, de la Fonction
publique et du Dialogue social,
ministre l'Entrepreneuriat national, de
l'Emploi et de la Formation professionnelle
par intérim,
Fassoun COULIBALY

ANNONCES ET COMMUNICATIONS

Suivant récépissé n°0025/MATD-DGAT en date du 10 août 2023, il a été créé une association dénommée : «Association Humanitaire Mali Sutura», en abrégé : (AHMS).

But : Venir en aide aux personnes démunies aux orphelins ; contribuer à l'épanouissement social et à la réussite scolaire des orphelins, etc.

Siège Social : Bamako-Hamdallaye ACI 2000 à l'Immeuble YARA, non loin de l'Hôtel Radisson Blue, Rue : 390, Porte : 1478.

LISTE DES MEMBRES DU BUREAU

Président : Daouda COULIBALY

Vice-présidente : Néné Mariama DIALLO

Secrétaire général : Seydou TRAORE

Secrétaire général adjoint : Djiby DIABY

Secrétaire administratif : Demba DEMBELE

Secrétaire administratif adjoint : Diaka DIAMOUTENE

Secrétaire à l'organisation : Fatoumata Mousokoro CISSE

Secrétaire à l'organisation adjoint : Karamoko DIABY

Trésorière générale : Fatoumata DIARRA

Trésorière générale adjointe et commissaire aux comptes : Kadidia COUMARE

Secrétaire à l'éducation et à la formation : Zakaria THIAM

Secrétaire à l'éducation et à la formation adjointe : Awa SY

Secrétaire chargée de l'emploi : Mariam KEÏTA

Secrétaire chargé de l'emploi adjoint : Mody Olivieux COULIBALY

Secrétaire chargé de l'environnement et de la santé : Oumar B. TRAORE

Secrétaire chargé de l'environnement et de la santé adjoint : Fousseny DRAME

Secrétaire chargée de la citoyenneté et de l'action solidaire : Fatoumata KEÏTA N°1

Secrétaire chargé de la citoyenneté et l'action solidaire adjoint : Oumar BOCOUM

Secrétaire chargé de l'action humanitaire et de la promotion féminine : Alanour SANGARE

Secrétaire chargé de l'action humanitaire et de la promotion féminine adjoint : Souleymane KONE

Secrétaire chargé de la culture des sports et loisirs : Mohamed Hakim DIALLO

Secrétaire chargé de la culture des sports et loisirs adjoint : Malamine KONTE

Secrétaire aux conflits : Kaba DIALLO

Secrétaire aux conflits adjoint : Ibrahim KONE

Secrétaire chargé aux maliens et de l'extérieurs : Sory GORY

Secrétaire chargé aux maliens et de l'extérieurs adjoint : Oumar FOMBA

Secrétaire chargée des projets et programmes : Djénèba KANE

Suivant récépissé n°466/CKTI en date du 13 septembre 2023, il a été créé une association dénommée : «Association Sportive Koko Force de Dialakorodji», en abrégé : (ASKFD).

But : Créer l'unité entre les membres sans distinction de religion, d'ethnie ni d'appartenance politique ; lutter contre l'insécurité de tout genre ; participer activement au développement socio-économique du secteur en passant par les formations, les sensibilisations à la base, etc.

Siège Social : Dialakorodji.

LISTE DES MEMBRES DU BUREAU

Président : Modibo TRAORE

Vice-président : Karim COULIBALY

Secrétaire administratif : Abdramane KANE

Secrétaire administratif adjoint : Issa DIARRA

Trésorier général : Mamoutou DIARRA

Trésorier général adjoint : Oumar KAMISSOKO

Secrétaire général aux sports et loisirs : Alassane GUINDO

Secrétaire général aux sports et loisirs 1er adjoint : Gando DIARRA

Secrétaire général aux sports et loisirs 2ème adjoint : Sibri SAMAKE

Secrétaire général à la communication aux NTIC : Modibo DIABATE

Secrétaire général à la communication aux NTIC adjoint : Amadou DIALLO

Secrétaire aux questions sanitaires et sécuritaires : Souleymane DOUMBIA

Secrétaire à l'organisation et à la mobilisation : Bakary DIARRA

Secrétaire à l'organisation et à la mobilisation adjoint : Mamadou KANE

Secrétaire chargé du genre : Sibane TRAORE

Secrétaire aux relations extérieures : Amadou SANOGO

Commissaire aux comptes : Modibo TRAORE

Secrétaire aux conflits : Moriba SANGARE

Secrétaire aux conflits adjoint : Mohamed SIDIBE

Suivant récépissé n°0528/G.DB-CAB en date du 14 septembre 2023, il a été créé une association dénommée : «Association des Adeptes de Prière avec des Bras Ballants», dont le sigle est (AAPBB).

But : Promouvoir l'enseignement de la doctrine Malikite ; promouvoir la cohésion sociale et le vivre ensemble ; développer les liens de fraternité et de solidarité entre ses membres, etc.

Siège Social : Bamako, Missira ; Rue : 31, Porte : 417.

LISTE DES MEMBRES DU BUREAU

Président : Bakary DIABY

Vice-président : Sékou TOURE

Secrétaire général : Yahaya DRAME

Secrétaire administratif : Amadou SANGA

Secrétaire administratif adjoint : Sirandou SQUARE

Secrétaire à l'organisation : Abdoulaye OUOLOGUEM

Secrétaire à l'organisation adjoint : Salimatou KANOUTE

Trésorier général : Bakary DRAME

Trésorier général adjoint : Ousmane SYLLA

1er Secrétaire au Prêche : Cheickina Ahamadou Ha DIABY

2ème Secrétaire au Prêche : Mahamadou SYLLA

3ème Secrétaire au Prêche : Moussa TANGARA

4ème Secrétaire au Prêche : Mahamadou DOUCOURE

Commissaire aux comptes : Safiatou TOURE

Secrétaire aux conflits : Mahamadou DIALLO

Secrétaire aux conflits adjoint : Daouda DIARRA

Secrétaire chargé aux affaires féminines : Kaniba CAMARA

Suivant récépissé n°2023-091/P-CT en date du 19 septembre 2023, il a été créé une association dénommée : «Association Jeunesse engagée pour le Bwatun», en abrégé : (JE/Bwatun).

But : Promouvoir la culture locale et vivre ensemble ; initier des actions pour l'autonomisation et l'épanouissement des populations locales notamment les jeunes et les femmes ; accompagner les initiatives et actions de développement des autorités locales, nationales et les partenaires.

Siège Social : Tominian commune rurale dudit.

LISTE DES MEMBRES DU BUREAU

Président : Samou KONE

Vice-présidente : Bianhan Alice DIARRA

Secrétaire administratif : Elie DAKOUO

Trésorier : Beyira KONE

1er Secrétaire à l'organisation : Didier DAKOUO

2ème Secrétaire à l'organisation : Béatrice THERA

3ème Secrétaire à l'organisation : Juste KONE

1er Secrétaire à l'information et à la mobilisation : Paul DEMBELE

2ème Secrétaire à l'information et à la mobilisation : Colette DEMBELE

1er Commissaire aux comptes : Barnabas DIASSANA

2ème Commissaire aux comptes : Emmanuel DEMBELE